
Mémoire de fin d'études : "L'exode urbain et les enjeux de la redécouverte du milieu rural"

Auteur : Pauwels, Sammy

Promoteur(s) : Durnez, Sibrine

Faculté : Faculté d'Architecture

Diplôme : Master en architecture, à finalité spécialisée en art de bâtir et urbanisme

Année académique : 2020-2021

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/12500>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.



UNIVERSITÉ DE LIÈGE – FACULTÉ D'ARCHITECTURE

L'exode urbain et les enjeux de la redécouverte du milieu rural

Travail de fin d'études présenté par Sammy PAUWELS en vue de l'obtention du grade de
Master en Architecture

Sous la direction de Sibrine DURNEZ

Année académique 2020-21

Remerciements

J'aimerais commencer par remercier ma promotrice, Madame Sibrine Durnez, non seulement pour l'aide qu'elle m'a accordé pour l'élaboration de ce travail, mais également pour ses conseils et les savoirs qu'elle a pu me transmettre tout au long de mon parcours universitaire. En particulier ces deux dernières années dans le cadre de l'atelier de projet de ruralité qu'elle a organisée aux côtés de Monsieur Norbert Nelles.

Je remercie aussi les membres de mon jury, Madame Anne Dengis et Madame Virginie Pigeon pour avoir généreusement acceptées d'être lectrices et juges de mon travail. J'espère qu'elles trouveront de l'intérêt et du plaisir dans leur lecture.

Je tiens également à remercier Monsieur Norbert Nelles pour m'avoir transmis une part de son enthousiasme et de son amour pour le milieu rural au travers de l'atelier ruralité. J'ai pu y découvrir un champ d'action de l'architecture dont les valeurs se rapprochent des miennes et dans lequel je suis impatient de pouvoir intervenir à l'avenir.

Enfin, je remercie mes parents, sans l'aide desquels je n'aurais pu poursuivre cette voie.

« Exil, exode, les mots ont un sens et la charge symbolique de ces termes pèse lourd. Il ne faut pas négliger que la décision de quitter les campagnes a longtemps reposé sur la nécessité, plus que sur le désir simple, de construire ailleurs. Il existe bien un idéal, un mythe positif qui l'accompagne, partir en ville pour réussir, s'extraire de sa condition sociale, de son cercle familial, trouver un(e) partenaire, fonder une famille, tendre vers un avenir meilleur que celui qui s'écrit sur son lieu de naissance : la ville comme sauf-conduit de l'individu, promesse d'une vie épanouie, prospère et libre. Pourtant, le terme d'exode, renvoyant aux périodes de guerre ou de crises graves – accélérateurs de ces mouvements de population – marque un mouvement contraint et une ampleur particulière »

Claire Desmares-Poirrier [DP20]

Table des matières :

Partie 1 : Vers une planète urbaine

1 Introduction	6
2 Définir la ville et la campagne	7
3 L'urbanisation du monde	9
4 L'exode rural et la croissance des villes	11
4.1 La révolution industrielle	12
4.2 L'attractivité des villes aujourd'hui	18

Partie 2 : La ville remise en cause

1 Introduction	21
2 Bilan écologique mondial	22
3 Les grands secteurs problématiques	24
3.1 L'industrie de l'énergie et le résidentiel / tertiaire	24
3.2 Le secteur de la construction	27
3.3 L'agriculture et l'élevage	30
4 L'urbanisation et l'agriculture	32
4.1 L'agriculture urbaine, une solution viable ?	34
4.2 Le développement durable en ville	35
5 La gentrification	37
5.1 Modes opératoires	37
5.2 La transformation : l'exemple du quartier des Guillemins	38
5.3 La revitalisation : L'exemple des quartiers centraux Bruxellois	39
5.4 La ville à trois vitesses	41
5.5 Mixité et tensions sociales	41
5.6 Conclusion	43

6 La criminalité dans les villes	44
6.1 La baisse du crime, la hausse du sentiment d’insécurité	44
6.2 Les « gated communities »	46
7 La ville en opposition à la nature	50
7.1 Le rapport entre l’Homme et la nature	50
7.2 La végétalisation des villes	52
8 Conclusion	55

Partie 3 : Vers une nouvelle ruralité

1 Introduction	57
2 L’emploi en milieu rural	58
3 Les différentes manières de revaloriser le milieu rural	60
3.1 La croissance des villages	60
3.2 Revoir le modèle traditionnel	62
3.3 L’activité économique	64
3.4 La culture rurale	65
3.5 L’infrastructure et les services	67
3.6 L’environnement	67
4 La néo-ruralité : étude de cas	68
4.1 La ferme et le café-librairie : Claire Desmares-Poirier	69
4.2 Hof Prädikow, lieu de vie et de travail communautaire	73
5 Conclusion générale	79

Bibliographie

Partie 1 : Vers une planète urbaine

1 Introduction

La production architecturale, à travers les âges, peut être caractérisée par son impact sur l'environnement ainsi que sa façon de se placer et d'agir dans un contexte physique et sociétal. Elle est un moteur important pour l'évolution de la société, de sorte qu'étudier l'architecture c'est également explorer l'Histoire des êtres humains et leur façon de vivre. La ville étant un regroupement dense de personnes issues de classes sociales et d'ethnies différentes, on peut dire que « *L'histoire de la ville devient alors l'histoire de la société* »
[DBB04]

Les villes ont depuis longtemps séduit les individus grâce au mode de vie et les perspectives qu'elles leur promettent. Par leur croissance et leur développement, elles continuent, à ce jour, d'être les symboles de l'avancement de nos sociétés modernes. Pourtant, le modèle mondialisé de société urbaine est aujourd'hui remis en cause pour des raisons diverses. Face aux problématiques urbaines et planétaires actuelles, un nombre croissant d'individus, majoritairement issus des pays occidentaux développés, se tournent vers le passé afin de tenter de comprendre là où les choses ont mal tournées. Le rejet d'une croissance sociétale urbaine s'accompagne, chez eux, d'une émergence de l'intérêt porté aux milieux ruraux qui ont été progressivement « oubliés » ces deux derniers siècles. Ce nouvel intérêt n'est pas sans dangers. En effet, on ne retourne pas vers les campagnes que nous avons quittées autrefois, les modes de vie et les besoins y ont changés et de nouveaux enjeux se dégagent ainsi.

Nous commencerons par faire le point sur l'urbanisation croissante du monde en rappelant d'abord la manière dont celle-ci s'est déroulée dans le passé. Mais également certaines des raisons qui expliquent l'attractivité des villes aujourd'hui. Ensuite, nous situerons notre modèle de vie urbain par rapport aux problématiques sociétales et planétaires auxquelles nous faisons face à l'heure actuelle. Ainsi, nous pourrions tenter de mieux comprendre les facteurs motivant certains individus à vouloir changer de mode de vie en migrant vers les campagnes. Enfin, nous aborderons certains des enjeux de la redécouverte du milieu rural car celle-ci peut se faire de manière maladroite et dangereuse. A cette fin, nous évoquerons et étudierons des projets exemplaires, témoins d'une néo-ruralité positive.

2 Définir la ville et la campagne

En préambule, il convient de préciser ce que nous entendons par milieu urbain (les villes) et milieu rural (les campagnes et les villages).

La tâche est loin d'être évidente. La réalité est que, s'il existe des définitions pour la ville et la campagne, celles-ci sont souvent imprécises et généralistes et sont donc loin d'être satisfaisantes. Le monde n'est pas noir ou blanc mais est constitué d'une nuance de gris, la même chose est vraie lorsque l'on étudie un territoire. Ainsi, toutes les villes ne sont pas les mêmes, et c'est également vrai en ce qui concerne les zones périurbaines et les campagnes. En fonction du continent, de la région, de la superficie, de la densité de population et de tous les autres facteurs qui peuvent caractériser un lieu, le ressenti peut varier fortement. Rappelons aussi qu'une ville à elle seule n'est pas une entité homogène et que l'expérience peut fortement différer selon le quartier. On peut donc difficilement généraliser et dire exactement ce qu'est une ville et s'attendre à ce que cette définition s'applique à toutes les villes du monde. Il en est de même pour les campagnes.

La difficulté repose également dans la recherche d'une délimitation nette entre ville et campagne. A nouveau, il n'existe pas seulement une limite permettant de les distinguer clairement l'une de l'autre mais plusieurs. Elles sont souvent tellement nombreuses que l'on ne peut en choisir une et prétendre qu'elle est la bonne. Tout est une question de point de vue. Ainsi, les régions et communes vont poser des limites administratives (plan de secteur, cadastre, etc.) qui sont fictives et créées afin de mettre en place un contexte juridique clair. Tandis que les urbanistes, eux, préfèrent étudier ce qui fait la qualité d'un lieu et travaillent au cas par cas plutôt qu'en se référant à des normes chiffrées de densité de bâti ou d'habitants au km². Mais il existera toujours des lieux constituants un entre-deux dont la nature est difficilement identifiable. Ainsi, l'urbanisation de certains villages pose un souci car ceux-ci peuvent alors perdre leur spécificité rurale mais ne sont pourtant pas suffisamment urbanisés pour pouvoir être considérés comme des petites villes. Ce statut ambigu on le retrouve également chez certaines citées constituées de bâtiments hauts implantées dans des milieux ruraux mais qui n'ont pourtant rien d'un village. A l'inverse, certaines villes, par leur taille, faible densité ou le type de bâti, ressemblent plus à des grands villages qu'à l'image traditionnelle que l'on a du milieu urbain.

Il va donc de soi que lorsque l'on traite de sujets se rapportant à la ville ou la campagne, on généralise fortement ce que ces termes signifient afin de pouvoir transmettre l'information de façon claire et rapide. Pour une étude plus approfondie, il faudrait analyser une ville ou une région au cas par cas. Cela peut révéler beaucoup d'éléments sur ce lieu en particulier mais n'est pas forcément très utile lorsqu'il s'agit de se pencher sur un sujet d'étude à plus grande échelle.

En Belgique, et plus précisément en Wallonie, le PwDR* (programme wallon de développement rural) a défini des indicateurs permettant de distinguer une zone rurale d'une zone urbaine. La règle veut qu'une commune soit rurale si plus de 80 % de sa surface totale est non bâtie ou que la densité de sa population est inférieure à 150 habitants au km². La Direction générale opérationnelle agriculture, ressources naturelles et environnement (DGO3) a créé une nouvelle forme de classification typologique à partir des indicateurs du PwDR. Plutôt que d'étudier les communes, elle se focalise sur les secteurs statistiques, c'est-à-dire les territoires résultants de la subdivision des communes en vue d'offrir des statistiques plus précises qu'au niveau communal. La DGO3 définit ainsi un secteur statistique comme territoire rural si 80 % de sa surface totale est constituée d'espace ruraux tel que définis dans le classement territorial de la carte d'occupation du sol de Wallonie (COSW) et/ou sa population est inférieure à 150 habitants au km². Cet indicateur plus précis permet de classer les communes en trois catégories. Les rurales avec plus de 85 % de surface totale composée de territoires ruraux. Les semi-rurales avec 60 à 85 % de surface totale composée de territoires ruraux et les non-rurales avec moins de 60 %. [PWDR20] [SB21]

*Le PwDR est le programme wallon de développement rural qui a été approuvé par la commission Européenne ainsi que le gouvernement Wallon en 2015. Le PwDR a comme objectif principal d'adresser les problèmes que rencontrent les zones rurales wallonnes notamment en termes d'activités socio-économique, de services et d'environnement. Le PwDR s'adresse principalement au secteur agricole (80 % des aides) mais également les communes, les parcs naturels, les organismes de tourisme local, les petites et moyennes entreprises, etc. [PWDR20]

3 L'urbanisation du monde

Le monde fait face à une augmentation continue inquiétante de la population des zones urbanisées. ENABEL, l'agence de développement durable du gouvernement fédéral belge, estime que d'ici l'année 2050, près de 70 % de la population mondiale vivra dans des milieux urbanisés et que d'ici 2030, 60 % de cette population urbaine aura moins de 18 ans. [ENBL20]

Le Robert définit l'urbanisation comme la « *Concentration croissante de la population autour des agglomérations urbaines existantes* ». [LR21] De manière générale, on peut la décrire comme un phénomène caractérisé par une croissance des villes et de leur périphérie qui va de pair avec une détérioration des zones rurales.

L'urbanisation d'un territoire est évaluée en fonction de quatre critères principaux :

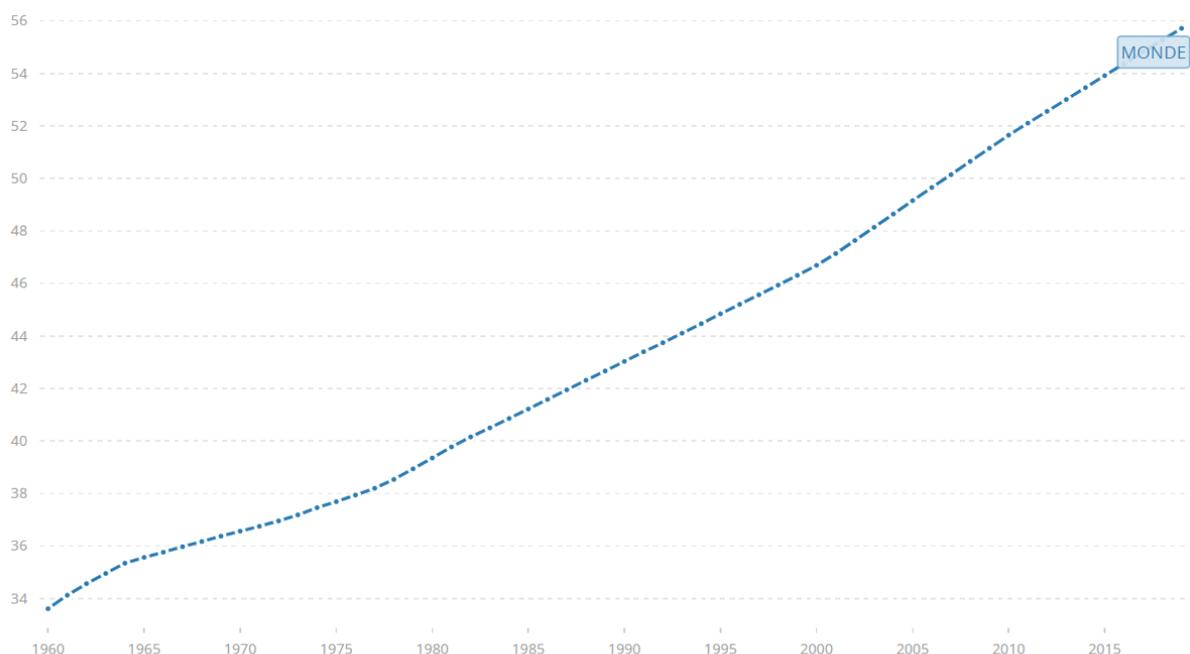
- La densité de population
- L'expansion des zones plus ou moins densément bâties
- Le rapport entre le pourcentage de population urbaine et de population rurale
- La mutation des modes de vie [YMW19]

La forte croissance des villes n'est pas un phénomène nouveau. En réalité, elle est en marche depuis la création des premières villes de la fin du Néolithique (6000 à 2200 av JC dans nos régions). Le moyen âge a connu une accentuation de l'urbanisation mais c'est l'exode rural, c'est-à-dire le rejet de la campagne au profit d'un lieu de vie et de travail plus urbanisé, causé par la révolution industrielle (1760 en Angleterre, milieu du 18^{ème} en France et Belgique) qui a véritablement fait exploser la croissance des villes.

Le taux de population urbaine dans le monde est ainsi passée de moins de 4 % au début du 19^{ème} à 15 % en l'espace d'un siècle. Puis à 30 % en 1950. En 2007, Elle est passée à 50 % de la population mondiale. Ces chiffres sont bien-évidemment dû en partie au simple fait que le 20^{ème} siècle a vu la population mondiale quasi quadruplée. Mais cela ne suffit en aucun cas à justifier que celle des villes c'est accru d'un facteur de 20. [YMW19]

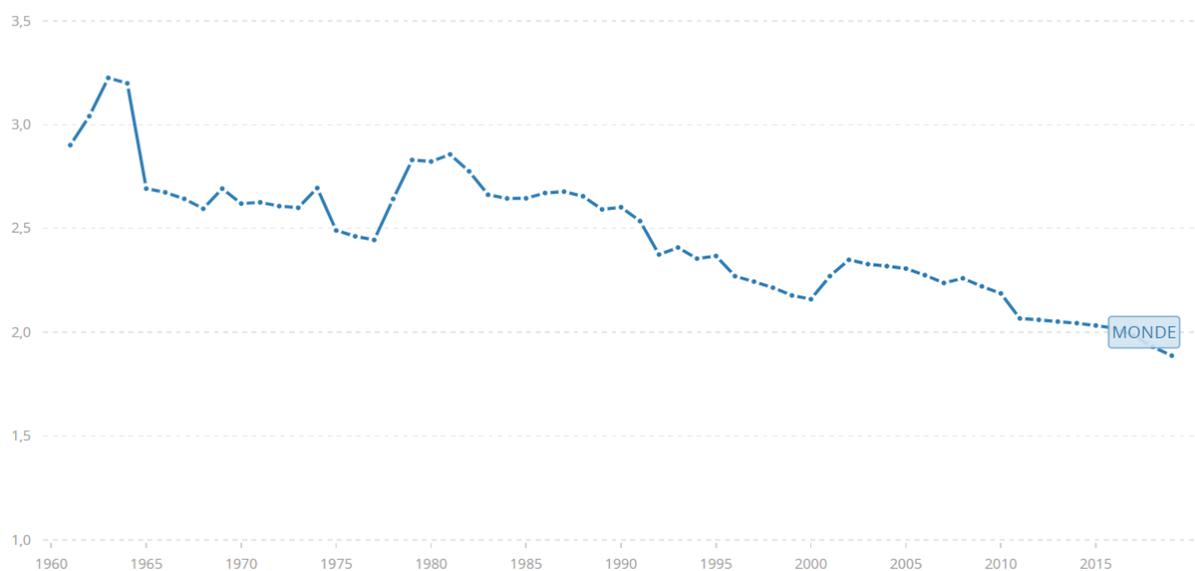
Si, comme dit précédemment, l'on estime que le taux de population urbaine mondiale risque d'atteindre les 70 % d'ici 2050, il est important de rappeler que de nombreux pays tels que la France, le Royaume Uni, l'Espagne, les Etats-Unis, le Canada et bien plus encore ont aujourd'hui dépassés les 80 %. [LBM20]

La Belgique, elle, a atteint les 98 % en 2019, la plaçant ainsi en douzième place des pays au plus grand taux de population urbaine du monde.



Taux de population urbaine dans le monde [LBM20]

Nous remarquons cependant que, malgré le fait qu'elle continue de croître, cette croissance de la population urbaine mondiale est aujourd'hui moins forte que durant les dernières décennies. En Europe, la grande majorité des pays ont une croissance annuelle inférieure à 1 % (0.7 % en Belgique en 2019)



Croissance annuelle de la population urbaine mondiale [LBM20A]

Ces chiffres aident à prendre du recul par rapport au phénomène d'exode urbain dont nous allons traiter. S'il est vrai que de plus en plus de citoyens requestionnent leur mode de vie et expriment le souhait de quitter la ville pour s'installer en zone rurale, ceux-ci constituent une très petite minorité à l'échelle de nos pays et du monde. Ainsi on pourrait même aller jusqu'à dire que le terme « exode urbain » est utopique et sensationnel, créé en opposition à l'exode rural qui a été une réalité et qui continue de l'être dans de nombreuses régions du monde, particulièrement dans les pays en voie de développement. On pourrait, cependant, soutenir le fait que le mouvement de population des centres urbains vers les banlieues pavillonnaires constitue une sorte d'exode urbain. Et que ce phénomène s'est, en revanche, déroulé à plus grande échelle, légitimant ainsi l'appellation. Pourtant, ce mouvement de population ne constitue pas réellement une coupure avec la ville.

En effet, ces zones en périphérie sont souvent dépendantes de la ville au niveau économique et culturel et constituent, en réalité, le prolongement et l'étalement du tissu urbain. Il ne s'agit donc pas, dans ce cas, d'un véritable exode urbain car la dépendance et la proximité à la ville reste trop grande.

4 L'exode rural et la croissance des villes

L'exode rural et l'exode urbain sont essentiellement des phénomènes de migration parmi tant d'autres. Le Larousse définit la migration comme un « *déplacement volontaire d'individus ou de populations d'un pays dans un autre ou d'une région dans une autre pour des raisons économiques, politiques ou culturelles.* » [LL21]

En règle générale, l'étude de la migration se base sur le modèle des facteurs « push-pull ». Les individus sont poussés 'push' à quitter leur région, pays, suite à des conditions défavorables comme par exemple les guerres, la famine, les crises politiques, les crises religieuses, le faible niveau de vie, etc. A la fois, ils sont attirés 'pull' par des milieux de vie présentant des conditions plus favorables. Plus grandes libertés, meilleur niveau de vie, recherche de travailleurs, etc. [WA17]

Avant de pouvoir se pencher sur le phénomène d'exode urbain, il est nécessaire d'étudier, dans un premier temps, le phénomène d'exode rural, c'est-à-dire, le rejet de la campagne au profit d'un lieu de vie, de travail plus urbanisé. Cet exode rural ne s'est pas déroulé partout de la

même manière ou avec la même intensité mais on peut, néanmoins, le retrouver dans toutes les parties du monde et à toutes les époques.

On observe ainsi des traces de grand mouvement de population datant des premières citées grecques et égyptiennes. Dans l'histoire plus récente, l'exode rural, à travers le monde, a été causé en grande partie par la révolution industrielle qui a bouleversé, en l'espace d'un siècle, notre façon de vivre, de travailler et de consommer. Comme nous l'avons vu, notre monde continue encore aujourd'hui à s'urbaniser et l'exode rural est donc loin d'être un phénomène appartenant au passé.

4.1 La révolution industrielle

Le développement de la technologie moderne fut un des facteurs principaux donnant aux villes la capacité de croître de façon exponentielle. La première invention influente fût certainement celle du canon dont l'utilisation devint courante vers la fin du 18^{ème} siècle. L'apparition de cet outil de destruction ainsi que les nouvelles tactiques militaires ayant vu le jour à cette époque changèrent complètement la manière dont les grandes puissances se firent la guerre. Les batailles ne se déroulèrent désormais plus dans les villes mais dans les campagnes. Le modèle moyenâgeux de la ville fortifiée fut donc progressivement abandonné, facilitant ainsi l'expansion des centres urbains. Mais il fallut attendre le début du 19^{ème} siècle et la révolution industrielle pour assister à la façon dont la technologie changea à jamais nos villes occidentales. [RA17]

Effectivement, la période de la révolution industrielle a été le témoin d'un avancement majeur dans les techniques de production. Des sources d'énergie nouvelles, en particulier le charbon et la vapeur, ont remplacé le vent et l'eau pour créer des machines nécessitant beaucoup moins de travail manuel humain et animal et qui, en même temps, ont augmenté le niveau de production ainsi que le rendement. En retour, les machines ont induit des nouvelles façons d'organiser le travail afin de maximiser leur productivité. Les usines ont alors progressivement remplacé les ateliers et les petits artisans travaillant dans leurs maisons. Nombreuses de ces premières usines étaient des endroits terribles avec des conditions de travail particulièrement difficiles. [SJ14]

L'Europe est ainsi passée d'une économie traditionnelle basée sur l'agriculture et l'artisanat, à une économie plus capitaliste, basée sur la fabrication par machines, d'une main-d'œuvre spécialisée et nécessitant des infrastructures et du capital bien plus conséquent.

Bien que la révolution industrielle ait mis des décennies à se répandre à travers l'Europe puis le monde, elle a été véritablement révolutionnaire dans la mesure où elle a fondamentalement changé nos sociétés occidentales et notre relation avec le reste du monde. Le développement des grandes usines en ville a engendré un mouvement massif de personnes originaires de la campagne vers les zones urbaines où la coexistence impersonnelle a remplacé l'intimité de la vie rurale. Cette migration massive de la population en recherche d'un travail et d'un mode de vie urbain est ce que l'on appelle l'exode rural. [SJ14]

Des niveaux de productivité plus élevés ont conduit à la recherche de nouvelles sources de matières premières, de nouveaux modes de consommation et de nouvelles technologies. Parallèlement, une révolution dans les transports, grâce à l'invention de la locomotive à vapeur en 1814, a permis à ces matières premières ainsi qu'aux biens produits d'être transportés rapidement à travers le monde. La révolution industrielle a également bouleversé le système de classes sociales par l'émergence de la classe des riches industriels (propriétaires et gérants des grandes usines), et du prolétariat (la nouvelle classe ouvrière). [SJ14]

Bien qu'il ait fallu attendre le vingtième siècle pour que l'Europe devienne majoritairement urbaine, les villes s'étaient déjà développées de façon spectaculaire au cours de la première moitié du dix-neuvième siècle suite à l'industrialisation. L'invention de la machine à vapeur a permis aux industriels d'installer leurs usines proches des centres urbains où ils pouvaient facilement accéder aux moyens de transports (train, bateau) ainsi qu'à la main d'œuvre paysanne venant en ville à la recherche de travail. Ainsi, les villes, qui étaient des lieux de commerce, de gouvernance et de culte, se sont progressivement transformées en zones de production industrielle. [SJ14]

La révolution industrielle a également menée à des inventions qui ont facilitées la croissance physique des villes. L'invention du métro et du tramway durant la seconde moitié du 19^{ème} siècle ont, par exemple, permis le développement urbain horizontal tout en assurant une connexion rapide entre les centres-villes et les nouvelles banlieues en périphérie. L'invention de l'ascenseur en 1853, du béton armé et des grands éléments de structure en fonte (puis en acier) permirent aux villes de se développer verticalement. Aux Etats-Unis, et en particulier à Chicago et New-York, les villes furent les premières à utiliser ces inventions pour changer radicalement leur manière de croître. [RA17]

Cette croissance énorme des villes a engendré des conditions de vie misérables pour de nombreux habitants issus de la classe ouvrière. Bien sûr, la qualité de vie avait été mauvaise depuis des siècles pour une grande partie de la population des villes européennes, mais l'urbanisation rapide associée à l'industrialisation a intensifiée les problèmes et a rendu ces conditions bien plus graves encore. Les autorités municipales se sentaient peu responsables de ces problèmes ou, plus fréquemment, n'avaient pas les compétences nécessaires pour faire face aux enjeux complexes et nouveaux associés à une croissance démographique aussi rapide. Dans de nombreux cas, les autorités municipales étaient composées de propriétaires d'usines qui n'avaient pas le bien-être public comme priorité. Comme nous allons le voir, leur position face à la situation changera lorsqu'ils se rendront compte que celle-ci affecte directement le rendement et la viabilité de leurs entreprises. [SJ14]



Ruelle ouvrière Old vennel, Glasgow, Ecosse, 1868 [AT68]

Les conditions sanitaires dans de nombreuses villes d'Europe étaient donc épouvantables. L'afflux soudain d'un grand nombre d'individus mena à une concentration démographique trop élevée et donc à un entassement de la population. Les rues des quartiers populaires, devenus de réels taudis, étaient souvent utilisées comme égouts et drains à ciel ouvert, les gens y jetaient leurs déchets divers ainsi que leurs eaux sales. Dans de nombreux cas, les villes n'avaient pas de réseau d'égout adapté et elles étaient donc insalubres et sentaient mauvais. Tout comme les périodes de pestes que connurent les villes du moyen-âge, l'insalubrité et la forte densité de population menèrent à l'apparition de nombreuses maladies tels que le choléra et la tuberculose. Le taux de mortalité était d'ailleurs, dans beaucoup de villes d'Europe de la première moitié du dix-neuvième siècle, plus grand que le taux de

natalité. Seul un afflux de travailleurs venus des campagnes leur permettait de continuer de croître démographiquement. [SJ14]

En réponse à l'arrivée massive de main d'œuvre dans les villes et de l'insalubrité présente dans les quartiers ouvriers, certains grands industriels se sont lancés dans la construction de nouveaux ensembles d'habitats proche de leurs usines. Ces citées ouvrières étaient exclusivement réservées aux travailleurs et leurs familles et avaient comme objectif d'améliorer leurs conditions de vie tout en gardant la main d'œuvre à proximité. C'est ainsi qu'apparait un nouveau rapport entre le patron et ses employés. Celui-ci est non seulement offreur d'emploi mais également propriétaire de leur habitat familial. Il a donc le contrôle sur la totalité de leur quotidien. Cette nouvelle manière de faire, qui est souvent qualifiée de paternaliste, prends source dans les travaux utopiques tels que le phalanstère de Fourier, le panoptique de Bentham et le mouvement hygiéniste. [FJP95]



La cité minière du Grand Hornu, proche de Mons, Belgique, milieu du 19^{ème} siècle [CM94]

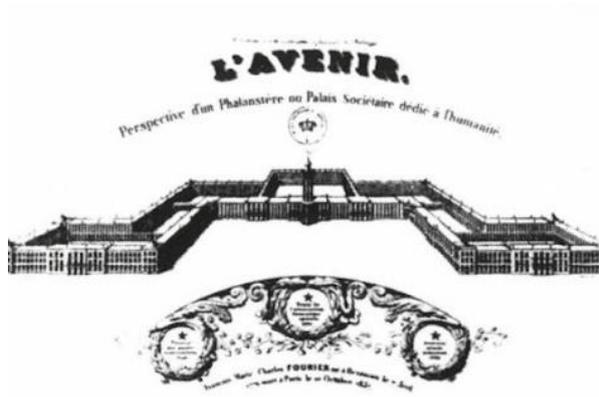
L'hygiénisme est un mouvement apparu au 19^{ème} siècle en occident suite aux nombreux problèmes sanitaires. L'objectif était de développer et gérer les villes et les sociétés sur base des principes modernes d'hygiène afin de préserver la santé publique. Il se basait notamment sur les avancées faites dans la science et la médecine à cette époque (épidémiologie). L'exemple le plus connu de projet incorporant la pensée hygiéniste étant probablement la reconstruction de Paris planifiée par le Baron Hausmann de 1853 à 1870. [BP01]

Hausmann, chargé de la transformation de la ville dans le but de rendre celle-ci plus propre et saine, décida d'élargir les voies de circulation, par la création de grandes artères répondant aux exigences économiques et sociales de l'époque. Néanmoins ce projet brime la classe ouvrière et dérange les bourgeois car pour concevoir ces grandes percées il est nécessaire de démolir les habitations existantes. Le projet d'Hausmann planifie de relocaliser les industries vers les faubourgs de la ville. Les coûts sociaux et économiques liés à l'activité industrielle (bruit, pollution, afflux de population) seront donc exportés en banlieue proche. Les banlieues ouvrières deviennent alors synonymes d'insalubrité. [BS13]



Avenue de l'opéra, Paris, France, 1877 et 2010 [DM10]

Durant les années 1820, Charles Fourier (1772-1837) un intellectuel français travaille et élabore le concept utopique du phalanstère. Il s'agit d'un regroupement de 400 logements familiaux partageant des lieux communautaires (grandes cours, jardins, potager, vergers, circulations chauffées, etc.) Le tout dans le but de créer un idéal de vie harmonieuse et saine et d'une micro-société appelée « phalange ». Il se base, pour la forme, sur le palais de Versailles mais le transforme en palais pour le peuple. Une autre influence de Fourier est le complexe de la Saline royale d'Arc-et-Senans (1775-1779) conçue par l'architecte et urbaniste français Claude Nicolas Ledoux (1736-1806). Une citée quasi indépendante unifiant logement ouvrier et travail et offrant des activités et des espaces partagés. Le tout conçu sur base de principes strictes de formes géométriques simples et de symétrie. [RA17]



Le Phalanstère de Fourier [FC20]



Les Salinnes royales d'Arc-et-Senans [SR17]

Le modèle fictif du phalanstère mis en place par Fourier fût la source d'inspiration première pour Jean-Baptiste André Godin (1817-1888) un industriel et homme politique idéaliste français. Pour remédier à la détérioration physique et mentale du prolétariat dans les villes industrielles, Godin conçoit le familistère de Guise (1859-1884) dans le département de l'Aisne en France puis le familistère de Laeken (1887-1888) à Bruxelles en Belgique. Il s'agit d'ensembles d'habitations où se côtoient toutes les classes sociales présentes dans l'industrie : ingénieurs, patrons, travailleurs. Le but est d'élever le niveau moral et intellectuel des classes ouvrières en les faisant cohabiter avec les classes plus nanties. Tout en donnant accès aux ménages à l'eau et la lumière, permettant une bonne hygiène de vie et également d'offrir une éducation aux enfants. Un modèle qui à première vue semble irréprochable.



Le Familistère de Guise [FG21]

Cependant les familistères fonctionnent tels des prisons, la vie de chacun y est exposée à la vue de tous, la régulation des comportements se fait par les habitants eux-mêmes. Ceux qui enfreignent les règles établies sont dénoncés et punis, en cas de récidive le nom de la personne

concernée est affichée sur un tableau et les indésirables sont expulsés. Des valeurs ascétiques et répressives se cachent derrière le projet aimable de Fourier. L'échec s'explique par la coupure avec la réalité socio-économique et par le caractère contraignant et paternaliste de cette organisation qui permet aux classes aisées de contrôler la classe ouvrière et de la faire rentrer dans un modèle qu'elles désignent. **[DSJ16]**

De manière générale, on peut dire que les modèles de citées ouvrières sont un échec sur le long terme. Si elles ont permis de soulager la misère des centres urbains au début de la révolution industrielle, elles n'ont, dans de nombreux cas, fait que déplacer le problème de la pauvreté ouvrière. La concentration du prolétariat en un lieu dédié à lui seul a également contribué à sa stigmatisation et du rejet opéré par les classes aisées habitant les beaux quartiers. Leur caractère paternaliste en ont fait des lieux idéaux pour l'oppression des ouvriers. Enfin, leur architecture et implantation souvent pauvre et standardisée ont eu un impact non-négligeable sur le paysage.

Le passage de la société de l'ancien monde à une société industrielle urbaine ne s'est donc pas fait sans encombre. Les difficultés auxquelles font actuellement face les villes et leur périphérie sont indéniablement liés aux crises économiques et sociales que nous avons connues et continuons de vivre. Pourtant, une partie de ces problèmes peuvent également être attribués aux erreurs urbanistiques du passé. La ville est, en effet, souvent comparée à un palimpseste. Le tissu urbain, de la même façon que ces manuscrits, est porteur des traces du passé qui ne peuvent jamais être totalement effacées. C'est ce qui contribue d'ailleurs à la beauté d'une ville et est une des raisons pour lesquelles les villes anciennes d'Europe sont généralement considérées comme plus belles et authentiques que leurs homologues plus jeunes du nouveau monde. Mais c'est également ce qui rend les interventions en villes délicates et nous empêche parfois de nous défaire des erreurs de planifications urbaines du passé souvent causées par la transformation trop rapide de nos villes ces deux derniers siècles.

4.2 L'attractivité des villes aujourd'hui

Comme nous venons de le voir, l'époque de la révolution industrielle a transformée nos villes en des pôles économiques très attractifs pour la masse de travailleurs ruraux et leurs familles qui, après avoir migré vers les centres urbains, c'est transformé en une nouvelle classe ouvrière appelée le prolétariat. Bien que l'exode rural du 19^{ème} et 20^{ème} siècle fait désormais partie du

passé de nos sociétés occidentales, il n'empêche que la plupart de nos villes restent, encore aujourd'hui, des pôles d'attraction très forts.

Dans les pays en voie de développement d'Asie, d'Amérique du sud et d'Afrique, l'économie des villes continuent de dépendre d'un modèle de production industrielle. Ces pays connaissent actuellement un exode rural similaire à celui que nous avons vécu. Il est fréquent d'y trouver une pauvreté ouvrière, des quartiers insalubres, des bidonvilles et des maladies qui ne sont pas sans rappeler notre passé. Ces dernières décennies, nos villes occidentales, ont quant à elles, faites une transition vers le secteur tertiaire (les services). Si nous avons donc progressivement désindustrialisés nos pays pour délocaliser la production à l'étranger, l'emploi reste néanmoins à ce jour un des facteurs principaux motivant les individus à vivre dans ou à proximité des centres urbains. Les villes grâce à leur grand nombre d'habitants sont en effet des lieux idéaux pour l'implantation d'une activité économique. La densité et la diversité de population induit une main d'œuvre nombreuse et variée. Mais également une large sélection de consommateurs potentiels. Il y a donc une abondance de besoins dans les villes que les entreprises peuvent exploiter. La proximité à l'emploi permet aux citoyens d'être moins dépendants d'une mobilité. Cela induit un mode de vie différent des personnes vivant à l'extérieur des villes qui doivent parfois se déplacer sur de longues distances pour se rendre sur leur lieu de travail. Le temps que gagnent les personnes habitant proche de leur travail peut alors être consacré à d'autres activités ou à la vie sociale et familiale.

Pourtant, comme nous allons le voir plus tard, il est tout à fait possible de trouver de l'emploi en dehors des villes dans les zones rurales. Mais la révolution industrielle a marqué à jamais l'imaginaire collectif. L'idée de la ville offreuse d'emploi et de la campagne vide et précaire continue de persister à ce jour. Cette façon de penser crée un cercle vicieux car elle induit les individus à choisir l'emploi en milieu urbain plutôt que rural et engendre donc une difficulté du développement économique des villages.

L'implantation de l'enseignement supérieur dans les villes contribue également à leur attractivité mais aussi à y développer l'activité économique. En effet, les jeunes habitants les campagnes reculées sont quasiment obligés de migrer vers les villes s'ils souhaitent faire des études supérieures. Souvent, ceux-ci s'installent en ville afin d'éviter les longs trajets puis s'accommodent à leur nouveau mode de vie urbain. Lorsqu'il est temps de chercher un emploi, une fois leurs études terminées, il est alors plus simple pour eux de rester en ville car

l'offre d'emploi y est plus grande et diversifié. Le dynamisme des centres-urbains est également stimulant pour ces jeunes personnes.

Un autre grand avantage de la vie citadine est la proximité et le grand nombre de commodités qu'elle rends accessible. Dans un premier temps, les commerces qui jouissent d'une clientèle diversifiée et nombreuse, mais également les infrastructures de sport, de loisirs et de restauration tels que les piscines, les centres sportifs, les cinémas, les cafés et les bars, les brasseries et les restaurants, et bien plus encore.

Pour ce qui est de la culture, la grande majorité des investissements dans ce domaine sont faits dans des projets urbains. Cela semble logique car il y a bien plus d'habitants dans les villes et plus d'individus jouissent donc de cette offre culturelle. Les villes ont depuis toujours été le berceau de la culture et grâce à leur grande diversité de population et d'activités, elles continuent toujours d'attirer les artistes de tout genre. S'il y a, aujourd'hui, une émergence pour la culture rurale, il est indéniable que l'offre culturelle la plus forte se situe en ville. Particulièrement la « haute culture » c'est-à-dire les musées, théâtres, opéras, concerts, etc.

Les villes et leur grand nombre d'habitants et d'activités semblent également être des lieux présentant un grand potentiel social. Le contact social est un besoin ressenti par la majorité des gens car il leur permet de se développer individuellement mais également en tant que société. A cette fin, la densité de personnes en ville peut donc être un réel atout. Ainsi la vie citadine facilite par exemple le fait de démarrer sa journée en croisant du monde, d'entretenir un réseau d'amis à proximité de soi, d'échanger avec les autres habitants de son quartier. Et pour les personnes originaires de la ville de garder un contact familial aisé.

Enfin, le dernier grand avantage du milieu urbain est la proximité qu'il offre aux soins de santé. En particulier les hôpitaux. Cet accès rapide peut être essentiel pour certaines personnes telles que les personnes âgées qui nécessitent le plus souvent ces services. On remarque d'ailleurs que beaucoup de séniors issus des campagnes reculées migrent vers la ville ou la périphérie entre-autre pour faciliter leur accessibilité aux infrastructures médicales.

Pour conclure, les raisons qui motivent aujourd'hui les individus à vivre en ville sont donc diverses. Cependant, on peut dire qu'elles trouvent quasi toutes leur source dans la densité qui caractérise les milieux urbanisés. De manière générale, c'est cette densité qui engendre une proximité et une variété de l'emploi, des services divers, de la culture et qui augmente le potentiel des contact sociaux.

Partie 2 : La ville remise en cause

1 Introduction

Malgré les nombreux avantages qu'offrent les villes, un nouveau mouvement croissant de remise en cause du modèle de société urbaine mondialisée c'est répandu ces dernières années, particulièrement dans nos pays occidentaux développés.

En effet, la mondialisation et l'urbanisation du monde sont aujourd'hui remises en cause par de nombreux individus. Les problématiques environnementales auxquelles nous faisons face sont au centre des discussions et ont changé la perception que nous avons du monde et du fonctionnement de nos sociétés modernes. Chez certaines personnes, on assiste à une sorte d'éveil de la conscience et d'un questionnement sur leur mode de vie urbain. En outre, des difficultés liées spécifiquement aux villes dérangent de plus en plus. La raison est que nos sociétés occidentales ont réussi à faire une transition positive depuis la révolution industrielle. La qualité de vie en ville c'est amélioré et ainsi surgissent de nouveaux enjeux qui étaient moins prioritaires à l'époque.

Cette remise en cause du mode de vie urbain mène certains à se tourner vers le milieu rural comme alternative de vie. Il est intéressant de se pencher sur quelques-uns des facteurs qui peuvent motiver cette migration. Nous commencerons par faire le point sur la situation écologique actuelle en analysant ensuite les grands secteurs problématiques et la place des villes et des campagnes par rapport à ceux-ci. Puis nous nous pencherons sur le rapport qu'entretiennent les villes avec l'agriculture. Enfin, nous étudierons certaines raisons poussant les individus à quitter les villes tels que la gentrification des centres-urbains et les problèmes liés à ce phénomène, le sentiment croissant d'insécurité ainsi que le manque de rapport à la nature impactant le bien-être citoyen.

2 Bilan écologique mondial

Tous les chiffres pointent vers la même direction : l'humanité fonce droit sur un mur et l'impact sera catastrophique. Si nous voulons continuer d'évoluer en tant qu'espèce, il est donc impératif que nous remettions en question notre façon de vivre, de produire et de consommer.

En l'espace d'un siècle, à peine, la température moyenne sur terre a augmenté de 0.85° Celsius par rapport à l'ère préindustrielle (1850-1900). Le GIEC, c'est-à-dire le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (prix Nobel pour la paix 2007), pour des questions de rigueur scientifique, se base sur cette période pour comparer les données qu'elle collecte car elle représente bien la stabilité du climat sur les 7000 dernières années.

[GIEC14]

Cette augmentation de la température terrestre, plus communément appelé réchauffement climatique est principalement due à l'émission des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Ces gaz proviennent majoritairement de l'extraction, de la transformation et de la combustion du charbon, du gaz et du pétrole. L'utilisation de ces trois ressources a augmentée de façon exponentielle suite à la révolution industrielle qui a touché nos régions à partir du début du 19^{ème} siècle. Elle a surtout explosé à partir des années 1970 et nous n'en avons jamais autant consommé qu'à ce jour. Aujourd'hui, la concentration de CO², le gaz à effet de serre le plus répandu, augmente dix fois plus rapidement que ce que la terre a connue ces dernières 800 000 années. Le changement climatique global mesuré depuis les années 1970, se déroule près de 200 fois plus vite que ces 7000 dernières années. Les causes principales sont la mondialisation, l'explosion de la population terrestre et tout ce que cela a engendré : augmentation de la production industrielle, du besoin en énergie, de la construction de l'agriculture et de l'élevage. **[GIEC14]**

Le GIEC a mesuré les impacts potentiels que ce changement climatique va impliquer à l'horizon 2050 et au-delà. Voici un bref résumé de ce que nos régions en Europe centrale vont connaître dans les années à venir.

Dans l'entièreté des régions :

-Une très forte augmentation du nombre de jours de vague de chaleur en été

-Une plus forte évaporation des sources d'eau douce menant à une diminution du débit d'étiage des cours d'eau.

-Une chute du rendement agricole dû à ces problèmes.

Aux littoraux :

-Une augmentation des risques d'érosion, de submersion et salinisation des sources d'eau lié à la montée du niveau des mers.

-Plus grand risque d'inondation des polders (Les Pays-Bas étant les plus fortement touchés)

-Inondations menaçant les ports et les industries portuaires.

-Diminution du rendement du secteur de la pêche due à la baisse et/ou la disparition des espèces aquatiques.

Dans les forêts :

-Très forte augmentation des risques de feu de forêt due à la sécheresse menant à la destruction de nombreux biotopes et habitats.

Dans les montagnes :

-Réduction de la surface des zones enneigées en hiver.

-Disparition progressive des glaciers.

-Modification de la répartition des espèces avec pour conséquence la rupture de chaînes alimentaires et l'extinction de certaines espèces.

-Risques accrus de dangers naturels (coulées de débris, glissements de terrain, inondations).

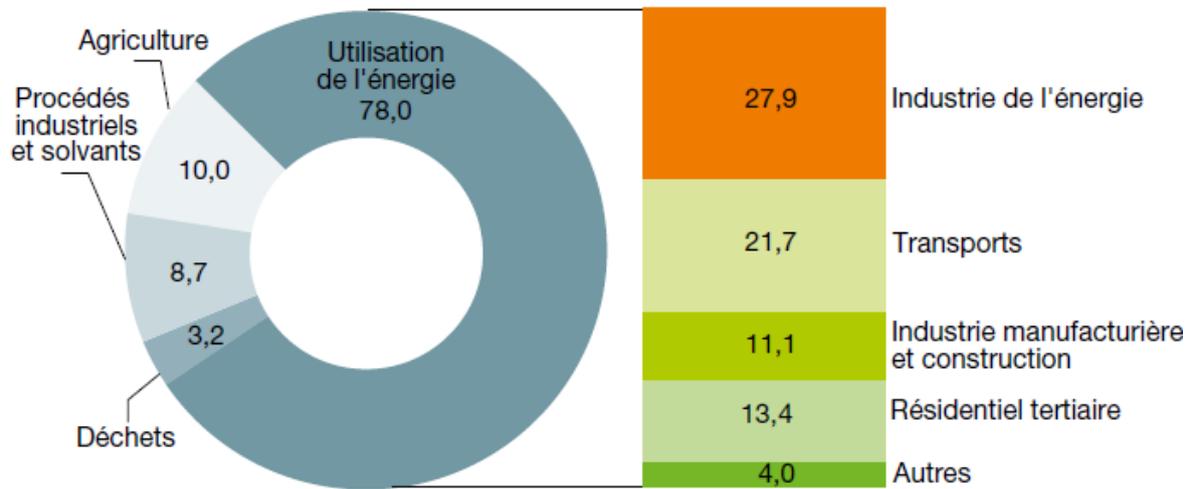
Dans les villes :

-Augmentation du risque d'inondations (débordement des réseaux d'égouts, inondation des réseaux souterrains).

-Forte augmentation des vagues de chaleur intense ayant un impact sur la consommation énergétique (systèmes de refroidissement nécessaires pour le confort de vie). [GIEC14]

Ce scénario semble tout droit sorti d'un film de catastrophe hollywoodien mais, selon le GIEC, c'est pourtant l'avenir vers lequel nous semblons nous diriger si nous n'adressons pas le problème de l'émission des gaz à effet de serre.

3 Les grands secteurs problématiques

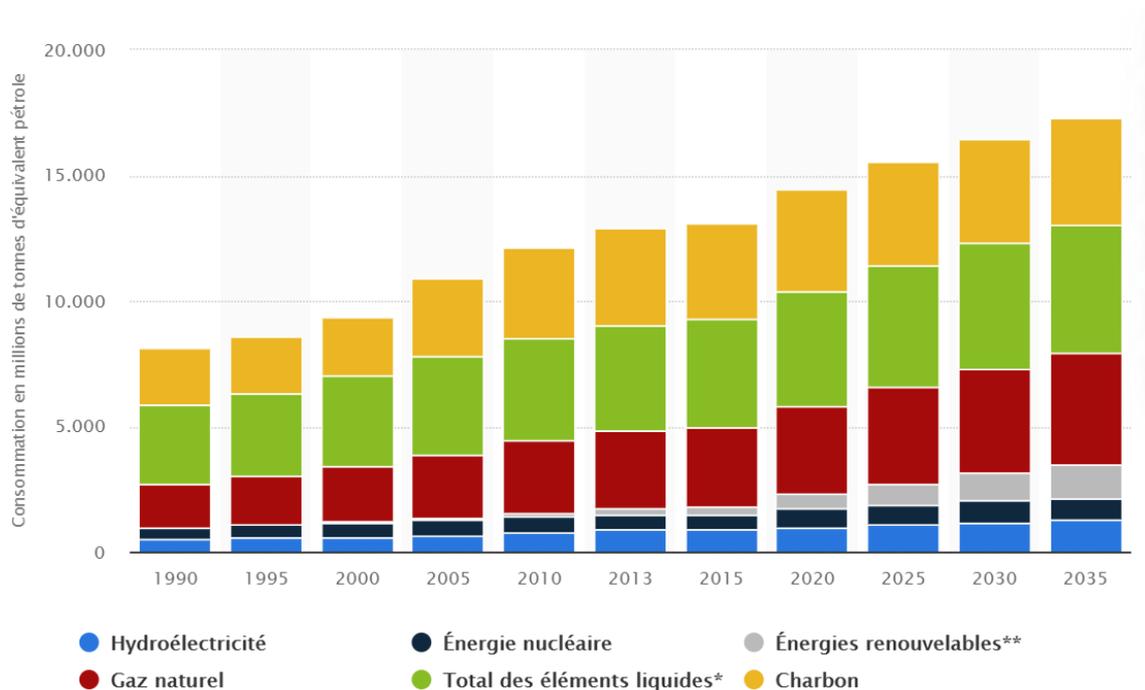


Emission de GES dans l'UE en 2016 en % [AEE16]

Le graphique ci-dessus nous montre la portion que chaque secteur représente dans l'émission des gaz à effet de serre dans l'Union Européenne. Outre le problème de l'industrie de l'énergie qui est le principal pollueur, les quatre grands secteurs qui doivent être adressés sont ceux du transport, du résidentiel / tertiaire, de la construction et de l'agriculture. Notons que la portion dédiée à certains secteurs ne prend pas en compte le transport ni la construction des infrastructures nécessaires à ce secteur ce qui veut donc dire que l'impact réel est encore plus grand. Par exemple, l'agriculture et la construction utilisent une grosse part des transport effectués dans le monde. Nous n'adresserons pas spécifiquement les transports car ceux-ci seront évoqués lorsque nous étudierons les autres grands secteurs.

3.1 L'industrie de l'énergie et le résidentiel / tertiaire

Lorsque l'on parle de l'industrie de l'énergie on ne parle pas de l'utilisation de l'énergie dans notre quotidien mais plutôt de la pollution engendrée par les dispositifs nécessaires à extraire et transformer les ressources naturelles en énergie. Le résidentiel / tertiaire au contraire représente les émissions liées à l'habitat et aux activités économiques (entreprises, commerces, services publics, etc.). Notamment l'énergie nécessaire à chauffer ou réfrigérer les bâtiments, l'énergie utilisé par les appareils électriques divers, la consommation de carburant liée à l'entretien des espaces extérieurs (parcs, jardins, places, etc.). [CITEPA]



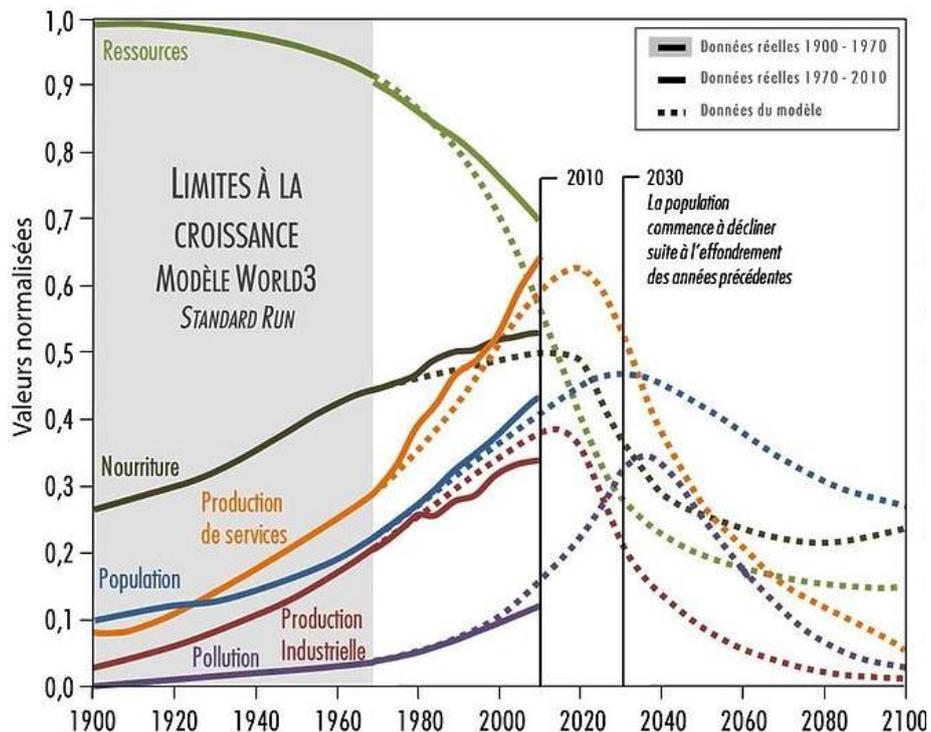
Graphique de la consommation d'énergie mondiale [STTA21]

Au vu de ce graphique, plusieurs éléments ressortent. Dans un premier temps, le fait que notre consommation d'énergie mondiale ne cesse d'augmenter. C'est principalement dû à l'augmentation démographique globale. Dans un second temps, que la portion d'énergie renouvelable utilisée aujourd'hui ne représente qu'une très petite partie des énergies consommées. Ceci malgré l'avancement des technologies dans le secteur énergétique et le fait que l'ensemble de la population mondiale est au courant des problématiques liées au réchauffement climatique. Pour finir, on remarque que, selon les prédictions basées sur les données chiffrées du GIEC, nous allons continuer d'augmenter notre consommation d'énergies fossiles dans les 15 prochaines années tandis que les énergies renouvelables ne représenteront toujours qu'une petite portion du marché.

Les énergies fossiles continuent d'être privilégiés car elles présentent un bon taux de retour énergétique (TRE). Le TRE est le rapport entre l'énergie qu'une ressource permet de produire et l'énergie dépensée pour obtenir cette énergie. Ainsi, à partir du moment que le TRE est supérieur à un, on obtient un rendement énergétique. L'extraction de ses ressources fossiles à haut rendement nous a permis d'utiliser systématiquement une partie de l'énergie gagnée pour la création de nouvelles sources d'extraction. La nouvelle quantité massive d'énergie

disponible, ainsi obtenue, a contribué au développement de notre société consumériste moderne. [TP21]

Malheureusement, les énergies fossiles sont disponibles en quantité limitée dans la nature. Si nous continuons de faire croître notre besoin en énergie, nous allons forcément atteindre un pic. C'est-à-dire que notre besoin en énergie va être égal à ce que l'on est capable d'extraire. Au-delà, le manque va commencer à se ressentir et il y aura forcément une part de la population mondiale qui va en subir les conséquences en premier.



Modèle World3 mis à jour en 2010 [TG12]

Le modèle World3, aussi connu sous le nom de modèle de Meadows, nous permet de visualiser la trajectoire spéculative que va prendre le monde dans les années à venir. Le modèle a vu le jour en 1972 lorsqu'il apparait dans le livre « the limits of growth » (les limites de la croissance) publié par le Club de Rome, une organisation internationale à but non-lucratif regroupant des scientifiques, des industriels, des économistes et des fonctionnaires influents de cinquante-deux pays du monde.

Le modèle utilise une technique de modélisation mathématique (dynamique des systèmes) afin de faire interagir sept systèmes distincts qui sont à la base du fonctionnement de nos sociétés (Ressources disponibles, nourriture, production de services, production industrielle,

pollution, population, temps donné). L'ordinateur crée une simulation à partir des données disponibles dans chacun de ces secteurs et prédit ainsi notre avenir. Cette prédiction est bien évidemment imparfaite et a été critiquée de nombreuses fois depuis sa création. Cependant, le modèle a été, à plusieurs reprises, comparé aux dernières données disponibles (la dernière fois en 2010) et s'il y a des différences entre les données prédites et celles observables, celles-ci restent tout de même assez proches l'une de l'autre. [TG12]

Ce qui est assez frappant est le fait qu'il prédit, en 1972, une chute dans de nombreux secteurs à partir des années 2020 et qu'il estime qu'à partir de 2030, la population mondiale commencera à décliner suite à ces effondrements. Une prédiction qui fait réfléchir.

Il est donc impératif que les énergies renouvelables cessent d'être un moyen de nous donner bonne conscience et qu'elles deviennent, dans le futur proche, notre source d'énergie principale. Si nous ne parvenons pas à atteindre cet objectif, le système économique sur lequel notre façon de vivre repose risque de s'effondrer. Les grandes villes, qui ont été entièrement bâties sur ce système, seront les premières à en subir les conséquences.

3.2 Le secteur de la construction

Un autre secteur qui pose problème au niveau environnemental, et qui est spécifiquement lié à l'urbanisme et l'architecture, est celui de la construction. La construction représente environ 11 % des émissions de gaz à effet de serre et c'est sans compter la pollution engendrée par le transport des matériaux à travers le monde. L'impact du secteur sur le réchauffement climatique est donc très important.

Afin d'étudier plus précisément l'impact environnemental lié à la construction, le concept d'énergie grise est un outil utile. L'énergie grise c'est la somme de l'énergie utilisée sur la durée de vie totale d'un matériau. Plus précisément, elle inclut l'énergie utilisée :

- Pour sa conception
- Pour l'extraction des matières premières et leur transport
- Pour la transformation de ces matières premières en produits (valeur ajoutée)
- Pour la vente du matériau
- Pour l'utilisation du matériau et de sa mise en œuvre
- Pour son recyclage en fin de vie [DSNN21]

Ainsi, certains matériaux révèlent une énergie grise bien plus importante que d'autres. Pour les structures par exemple, on peut comparer l'acier (60 000 kWh/m³), le bois en lamellé-collé (2200 kWh/m³), le béton armé (1850 kWh/m³) et le bois d'œuvre (180 kWh/m³). En règle générale, les matériaux nécessitant beaucoup de transports et/ou une transformation industrielle importante auront une énergie grise bien plus élevée que les matériaux locaux sans grande valeur ajoutée. [DSNN21]

En prenant en compte l'énergie grise des matériaux ainsi que leur durée de vie, les architectes peuvent donc minimiser l'impact environnemental de leurs constructions. Il faut d'ailleurs préconiser la construction à faible énergie grise que celle à haute énergie grise dont le but est de réduire la consommation énergétique liée à l'exploitation du bâtiment. En effet, autant d'énergie est nécessaire pour construire une maison que pour la chauffer pendant 40 ans. A cet égard, la rénovation et la transformation sont des pratiques plus intéressantes que la construction neuve car elles permettent d'économiser des ressources. [DSNN21]

Mis à part l'énergie grise, il faut aussi considérer l'impact plus direct que peuvent avoir certains matériaux sur leur environnement. Prenons l'exemple du bois. De nombreuses essences d'arbres sont actuellement menacées, majoritairement par le secteur de la construction. L'industrie du bois peut également mener à la déforestation incontrôlée si la coupe n'est pas faite de manière responsable. Cela peut avoir un impact sur le paysage ainsi que la diversité de la faune et de la flore. Les arbres permettent également de transformer le CO² rejeté dans l'atmosphère en oxygène. La perte de ce procédé due à la coupe d'un arbre n'est pas prise en compte dans le calcul de l'énergie grise du bois.



Déforestation en Indonésie, 2014 [IU14]

Pourtant le bois reste un des matériaux les plus durables grâce au fait qu'il s'agit d'une ressource renouvelable et qu'il a une faible énergie grise. Néanmoins, il faudrait éviter, lorsque cela est possible, d'avoir recours à des bois provenant de régions lointaines en raison des émissions causés par leur transport par navire ou camion. Certaines régions du monde sont également plus laxistes vis-à-vis des règles de responsabilité environnementales. De nombreux labels sont d'ailleurs « achetés » par les producteurs et ne sont pas toujours garanties d'une coupe responsable. Il faut aussi tenter de récupérer un maximum les bois et de les recycler plutôt que de les brûler en fin de vie tel qu'il en est coutume. Sinon les gaz à effet de serre libérés annulent l'économie d'énergie faite de base. La même chose s'applique d'ailleurs aux autres matériaux.

Le béton, bien qu'étant un matériau aux capacités extraordinaires, pose le plus gros souci environnemental du secteur. Il compte effectivement pour environ 50 % des émissions de gaz à effet de serre dans la construction. Une grosse partie de ces émissions viennent de la grande énergie qui est nécessaire à la fabrication du ciment. Sa production utilise également 10 % de l'eau utilisé par les industries dans le monde. L'utilisation massive du béton mène également à une pénurie mondiale du sable qui, selon la composition, est le premier ou le deuxième ingrédient principal du béton. Le sable des déserts étant inapte, il faut donc extraire des tonnes de sable des fonds marins, des lacs et des mines (environ 40 milliards de tonnes par an). L'extraction du sable en mer est dévastatrice pour la faune et la flore mais également pour les côtes qui subissent des glissements de terrains sous-marins. [BG19]

La construction croissante de bâtiments à travers le monde a donc un impact environnemental énorme. Les villes sont souvent pointées du doigt car c'est bien-évidemment là que l'on construit le plus et où la taille des bâtiments et des infrastructures est le plus conséquent (grands réseaux d'égouts, beaucoup de voiries, places, tunnels, gratte-ciel, etc.). De plus, la taille et la complexité des constructions en ville mènent à une utilisation fréquente du béton armé, de l'acier et de l'aluminium, des matériaux ayant une grande énergie grise. Pourtant, malgré les apparences, la construction en milieu rural de maisons quatre façades tel que l'on en voit fréquemment, est plus énergivore par individu que celle en milieu urbain. En effet, en ville il y a une plus grande utilisation collective des infrastructures et la majorité des logements partagent des murs et sols avec leur voisins. Par ailleurs, la taille des logements y est souvent plus petite qu'à la campagne.

Néanmoins les spécificités de la construction rurale ont le potentiel de permettre aux architectes d'utiliser plus facilement des matériaux alternatifs à faible énergie grise (paille, chanvre, argile, etc.) et d'ainsi créer une manière de construire en milieu rural qui est plus écologique que celle en ville.

3.3 L'agriculture et l'élevage

A ce jour, on estime que les terres utilisées pour l'agriculture et l'élevage (SAU, surface agricole utilisée) représentent 37 % de la surface totale des terres émergées du globe. Plus précisément, plus de 5 milliards d'hectares de terrain ont été transformés afin que nous puissions nous nourrir.

- environ 3.4 milliards d'hectares pour l'élevage (parcours et pâturages)
 - environ 1.4 milliards d'hectares de terres arables
 - environ 140 millions de plantations de tout type (vergers, pépinières, rizières, thé, café, etc.)
- [WP21]

L'énorme surface occupée par ces terres pose un grand problème au niveau du climat mais aussi au niveau du paysage. En effet, si l'on pourrait considérer que ces grandes étendues agraires font partie de la nature, il se trouve qu'il n'y a rien de naturel dans ce type de paysage. En réalité, l'homme a dû détruire de vastes étendues de forêts et de terrains sauvages afin d'y développer le secteur de l'agriculture et de l'élevage. Cela a mené, et continue de mener, à la destruction massive de biotopes ayant comme conséquence la mise en danger ou la disparition de certaines espèces animales et végétales.

Le paysage a ainsi été complètement transformé et a perdu nombreux des éléments qui faisaient sa spécificité. Aujourd'hui, la grande majorité des zones agricoles à travers le monde se ressemblent comme deux gouttes d'eau et il est difficile, en les observant, d'y trouver des éléments naturels permettant de connaître leur localisation. Quasi 37 % des terres du globe ont donc totalement été transformées en un paysage démunie de tout caractère naturel qui est standardisé. On peut ainsi les comparer au concept de « non-lieux » tel que définis par l'anthropologue Marc Augé en 1992. C'est-à-dire, des lieux nés de l'uniformisation du monde

causé par la mondialisation. Par exemple, les aéroports, les centres commerciaux, les business centers, les fast food, etc. [AM08]



Province de Namur, Belgique



Etat du Kansas, USA



Kirovohrad oblast, Ukraine



Province de Buenos Aires, Argentine

[Source des images : Google Maps]

Mais le problème du paysage semble presque insignifiant par rapport à celui du climat. L'utilisation de pesticides et herbicides, la monoculture (fait de ne planter qu'un seul type de plantation sur une surface donnée), l'utilisation d'engins lourds qui compactent le sol ainsi que la suppression de zones d'ombres dans les plantations dû à la déforestation, a mené à une érosion des sols dans de nombreuses régions. L'utilisation d'engrais dans le but d'accélérer la pousse des plantations a rendu les sols dépendants à ceux-ci et les a appauvris. Tous ces facteurs ont engendré une baisse du rendement agricole du blé, du maïs, du riz et de bien d'autres plantations. Le rendement agricole est également de plus en plus impacté par les conditions parfois extrêmes causées par le réchauffement climatique. Par exemple les sécheresses et les inondations qui peuvent détruire des larges parcelles de culture ou complètement transformer une région arable en un lieu inadapté à la culture agricole.

Plus problématique encore, on assiste à une diminution exponentielle de la portion de surface agricole utile disponible par personne. On estime qu'en 1960, dans le monde, un habitant disposait d'environ 4300 m² de SAU. En 2025 il ne disposera plus que de 1900 m². Suivant le modèle de culture, de la région et de l'expertise du cultivateur, on peut dire qu'il faut en moyenne environ 1000 m² de surface agricole par individu pour que celui-ci puisse satisfaire correctement son besoin alimentaire. La FAO (Food and Agriculture Organisation) une agence pour la nourriture et l'agriculture des nations unies, indique un seuil minimal de 700 m² par personne avant que l'on puisse considérer être en période de famine. [RSNC21]

L'accroissement de la population mondiale combiné à une baisse du rendement agricole nous mène donc progressivement à ces 1000 m² par habitant et rien ne laisse présager que l'on ne dépassera pas ce seuil. On risque donc de se retrouver face à un sérieux problème en termes d'alimentation dans les prochaines décennies. C'est d'ailleurs sans compter la problématique de l'eau potable dont nous ne parlerons pas ici si ce n'est pour dire qu'elle est une ressource finie que nous gaspillons massivement, notamment pour l'agriculture, et qui va donc se rarifier.

En plus de la diminution de la SAU par personne dû à l'accroissement naturel de la population et des conditions climatiques, un autre facteur contribue à la perte de surface agricole utile : l'urbanisation.

4 L'urbanisation et l'agriculture

Historiquement parlant, les humains, devenus sédentaires, ont cherché des terres fertiles pour y installer leurs villes et villages. Ainsi, à travers les âges, les villes se sont développées à l'aide de cette proximité avec leur production alimentaire. La ville du moyen-âge, par exemple, était, dans la majorité des cas, construite sur un modèle simple. Le centre-ville était protégé par des fortifications, au-delà se trouvaient les faubourgs habités par les artisans, travailleurs et marchands. Les centres et les faubourgs étaient alimentés par les maraîchages situés en périphérie de la ville (afin de réduire la distance de transport et sauvegarder la fraîcheur des fruits et légumes) et les champs et prairies situés au-delà, où l'on retrouvait les villages.

Malheureusement, l'expansion massive des milieux urbanisés dans l'histoire plus récente a eu comme conséquence de consommer progressivement les terres agricoles fertiles qui étaient situées en périphérie des villes. Banlieues pavillonnaires, industries, centres commerciaux et voies de transport ont remplacés et pollués à jamais ces réserves naturelles. C'est ce que les urbanistes appellent l'artificialisation des sols. La rurbanisation, c'est-à-dire l'urbanisation des milieux ruraux en périphérie des villes a également joué un rôle majeur dans cette perte de terres. À chaque fois qu'un nouveau bâtiment voit le jour, celui-ci s'inscrit dans la continuité du tissu existant et dans les rares cas où il s'en distancerait, les terrains situés entre ceux-ci sont trop petits pour pouvoir être utilisés avec un bon rendement.

Selon Jasper Van Vliet, professeur d'urbanisme et de développement territorial et de géographie à l'université libre d'Amsterdam, le problème ne se limite pas à la perte de la surface de terre fertile qui devient construite. En effet, il ne faudrait oublier que pour compenser cette perte de réserve naturelle, il faut aller libérer des terres ailleurs, plus loin des villes et donc dans des zones qui ont parfois une terre moins adaptée à l'agriculture. Ainsi, afin de garder une production similaire, il faut utiliser une plus grande surface de terres nouvelles que ce qui a été perdu. [VVJ19]

Par ailleurs, l'étalement urbain pose un autre problème environnemental lié à l'agriculture. En effet, si les villes deviennent de plus en plus grandes et de plus en plus peuplées et que l'urbanisation des sols nous oblige à aller chercher des terres arables plus loin, cela veut dire que plus la ville est grande, plus il faut dépenser de l'énergie pour aller chercher la nourriture.

De plus, la mondialisation nous a permis d'importer des produits des quatre coins de la planète. Nous avons ainsi des fruits et légumes exotiques disponibles tout au long de l'année dans nos rayons qui ont donc nécessairement dû être apportés jusqu'à chez nous par train, camion, navire ou avion. Comme nous avons pu le constater, le secteur du transport est le deuxième secteur le plus polluant du monde (21.7 % des GES) et l'acheminement des produits alimentaires jusqu'à chez nous constitue une grosse part de ces transports. Malgré cela, environ 40 % des émissions de gaz à effet de serre produites par le transport des aliments proviennent des trajets entre les magasins et le domicile. [VVJ19]

4.1 L'agriculture urbaine, une solution viable ?

Une des réponses à ce problème que l'on voit surgir dans beaucoup de villes développées du monde est l'agriculture urbaine. Il n'est pas rare de voir des concepts de gratte-ciels végétalisés à l'apparence futuriste qui suggèrent une sorte d'autonomie alimentaire urbaine. Ou même les nombreux projets construits qui ont une toiture végétalisée avec un potager collectif.



Projet de « forêts verticales » [VCA16]



Un potager de toiture à Bruxelles [CX19]

Ces projets sont intéressants au niveau des ambiances qu'ils permettent de créer et du rapport à la nature que cela peut apporter à la population citadine qui est en manque de verdure.

L'agriculture urbaine peut également avoir une fonction éducative. En effet, les citadins, qui quittent rarement leur ville, ont totalement perdu le rapport traditionnel à la nourriture. Ils n'interagissent avec celle-ci qu'à l'étape de l'achat dans les supermarchés et ne sont donc quasiment jamais impliqués dans la production des aliments qu'ils consomment. En opposition à cela, de nombreux habitants de la campagne possèdent, par exemple, un potager ou un poulailler. Evidemment, c'est rarement leur source alimentaire principale. La grande majorité des ruraux se nourrissent aujourd'hui grâce aux grandes surfaces tout comme les citadins. Mais à la différence de ceux-ci, les ruraux ont une certaine forme de conscience des processus de production alimentaire étant donné qu'ils vivent là où cette activité se déroule, c'est-à-dire proche des fermes, des champs et des vergers.

L'agriculture urbaine permettrait donc aux citadins de pouvoir retrouver une proximité avec la production des aliments et d'ainsi avoir un rapport avec celle-ci, que ce soit comme acteurs ou simplement comme observateurs. C'est particulièrement intéressant pour les enfants et les jeunes chez qui il est nécessaire d'éveiller les consciences et de développer une sensibilité vis-

à-vis de l'environnement naturel et de l'agriculture. C'est effectivement eux qui vont devoir, à l'avenir, continuer de trouver des solutions permettant de préserver notre planète.

Malgré ces aspects positifs, l'idée de créer une ville autonome capable de produire sa propre alimentation à grande échelle en réintégrant les terres cultivables en ville, perdues à cause de l'urbanisation, est loin d'être réaliste. Si l'on reprend l'estimation de la surface agricole utile minimum de 1000 m² par habitant, nécessaire à la production de son alimentation, nous pouvons facilement calculer la viabilité d'un modèle agraire urbain. Prenons par exemple la région urbanisée de Bruxelles-capitale qui en janvier 2020 comptait 1 212 352 habitants et s'étendait sur une superficie de 162.4 km². Si l'on compte 1000 m² par habitant il faudrait pouvoir implanter 1212.3 km² de surface agricole utile sur une surface urbaine de 162.4 km². C'est tout bonnement impossible.

L'agriculture urbaine peut néanmoins soulager le problème de perte de SAU et également diminuer la portion de gaz à effet de serre émise par le transport de nourriture. Combiné aux autres aspects positifs dont nous avons parlé, cela reste un modèle qui vaut la peine d'être exploré. L'agriculture urbaine peut également être un bon pas dans la direction d'un développement durable urbain.

4.2 Le développement durable en ville

Si l'on associe facilement la ville à la pollution et la campagne à l'air frais et la nature, il se trouve que la réalité est bien plus compliquée que cela.

Comme nous avons pu le constater, l'expansion massive des zones urbaines a fait émerger de nombreuses questions en termes de durabilité. Mais le mode de vie urbain peut, pourtant, aussi être un moyen de rendre notre façon de vivre plus durable. Effectivement, mis à part dans les pays en voie de développement, on peut constater que les individus vivant en ville vivent, statistiquement parlant, de façon plus durable que ceux vivant à la campagne.

Ainsi, les citoyens prennent moins la voiture et utilisent plus souvent des moyens de transport plus écologiques (bus, tram, vélo, métro). Ils vivent également dans des surfaces habitables plus petites diminuant ainsi l'énergie nécessaire pour les construire, les chauffer et les éclairer. La plus grande densité de population sous-entend aussi que l'empreinte sur le sol et sur le territoire est moins forte. Enfin, la grande proximité entre secteurs et acteurs divers que l'on retrouve dans les villes permet également de plus aisément mettre en place ce que l'on appelle une économie circulaire. C'est-à-dire, un système économique reposant sur la

réutilisation, le partage, la réparation et le recyclage des matériaux et produits permettant ainsi l'écoconception à partir de ressources dont l'énergie grise est moins élevée. L'agriculture urbaine est un bon exemple d'une économie circulaire : on cultive, on vend, on mange, on composte les restes, on recultive grâce au composte, tout en restant en ville. C'est un circuit fermé peu coûteux en énergie. [CS21]



Schéma de l'économie circulaire [CS21]

Ce modèle s'oppose à celui de l'économie de production linéaire qui domine actuellement le monde. Cette dernière repose sur un système où les matières premières sont extraites (secteur primaire), transformées en produits (secteur secondaire), vendues (secteur tertiaire), consommées puis jetées. Les différentes étapes se font à différents endroits du monde. C'est un modèle qui n'est donc pas du tout viable.



Schéma de l'économie linéaire [CS21]

Voici des raisons qui mènent de plus en plus de spécialistes, tels que des écologistes, des scientifiques, des urbanistes et des architectes, à déclarer que pour faciliter la transition écologique, il faut privilégier des villes denses, bâties sur des principes d'urbanisme durable.

5 La Gentrification

Aujourd'hui, les villes, soucieuses d'augmenter leur capital économique et symbolique et de se positionner sur l'échelle mondiale, mènent des politiques dites de "gentrification" qui ont pour objectif d'attirer des investisseurs extérieurs aisés dans les quartiers défavorisés. Ces politiques, souvent masquées sous des appellations telles que projet de "revitalisation" ou de "remembrement", embellissent les villes et y améliorent le niveau de vie mais ont cependant une forte tendance à évincer la classe populaire installée jusque-là dans le quartier. Cette population va, dans la plupart des cas, être reléguée vers la périphérie de la ville et ainsi créer des banlieues caractérisées par une qualité de vie moindre. Cette gentrification crée également, dans les quartiers en cours de transformation, une mixité qui peut sembler positive au premier abord mais qui, en réalité, cause bien souvent des problèmes de cohabitation entre les personnes de classes sociales différentes. On remarque ainsi que cette première (classe nantie) utilise des dispositifs de participation citoyenne pour tenter de supprimer l'utilisation de l'espace public, faite par la classe populaire, qu'ils définissent comme indésirable et que les autorités publiques, elles, vont, dans certains cas, utiliser certains moyens tels que l'urbanisme revanchiste pour contrôler et faire appliquer leurs lois.

5.1 Modes opératoires

La gentrification est un phénomène étudié par les sociologues et urbanistes qui se caractérise par une transformation, souvent sur le long terme, d'un quartier populaire en un quartier habité par une population plus aisée.

De manière générale et quelque peu simplifiée, on peut dire qu'elle s'opère de deux façons. La première est le cas le plus classique de gentrification qui se fait en trois temps : l'arrivée, dans les quartiers populaires, d'artistes s'intégrant avec succès à la population existante et qui sont inspirés par celle-ci. Ensuite la venue des classes aisées qui sont attirés par le nouveau capital symbolique et culturel du quartier mais qui vont graduellement transformer le quartier

et le rendre plus exclusif. Enfin la disparition totale de la classe populaire qui est reléguée en banlieue. C'est le schéma d'une gentrification qui se fait de manière « naturelle ».

La deuxième façon, plus artificielle, vient souvent compléter la première. C'est l'action des autorités publiques qui veulent se développer à l'aide du phénomène de gentrification et qui utilisent alors des politiques du même nom, souvent déguisées sous des projets de "revitalisation" ou de "remembrement" urbain.

Dans l'analyse de divers programmes de ce type, il ressort que nombreux de ces projets de grande envergure, destinés à transformer un quartier de la ville, souvent abandonné par les investisseurs privés, en nouveau centre d'attraction intéressant au niveau du capital symbolique et économique, ont comme conséquence directe de reléguer la population existante de ce quartier et d'y installer à la place une population plus aisée.

5.2 La transformation : l'exemple du quartier des Guillemins

C'est ce qui apparaît être le futur du quartier des Guillemins dans la ville de Liège en Belgique où une cinquantaine de millions d'euros, au total, seront investis par la Région Wallonne et l'Union Européenne dans un projet de transformation complète du quartier. Le projet, amorcé en 1996 par la décision de remplacer l'ancienne gare des Guillemins par une nouvelle infrastructure, dessinée par l'architecte de grande renommée Santiago Calatrava, vise à complètement raser une grande partie des habitations, commerces et autres bâtiments de l'ancien quartier pour y construire des logements, bureaux, commerces et hôtels flambants neufs à proximité du centre-ville, de lieux de culture et bien évidemment de la gare des Guillemins, qui est l'un des arrêts principaux de la ligne TGV du nord-ouest européen. [SF17]



Démolition de l'ancien quartier [LM17]



Projet pour les Guillemins [MYISIS]

Ces nouvelles constructions promettent un quartier moderne, sain et aéré, caractérisé par une grande qualité de vie qui lie parfaitement les fonctions : habiter, travailler, consommer et se divertir. Mais à qui sera destiné ce quartier ? « *L'ensemble des opérations de logement programmées dans le quartier viseront un public plutôt aisé voire très aisé. Plus de 300 logements neufs auront en effet été réalisés le long de la future esplanade. Aucun d'entre eux ne sera un logement social. Aucun d'entre eux ne sera un logement public. Il n'aura, semble-t-il, pas été question de charges d'urbanisme dans les dossiers menés aux Guillemins : la rentabilité des opérations de promotion aura été laissée intacte* ». [SF17]

C'est ce qui ressort du compte rendu de la séance de la commission de rénovation urbaine fait par le conseiller communal à la ville de Liège François Schreuer. Il n'est pas difficile de soutenir ces mots lorsque l'on prend en compte le montant des investissements faits par les autorités publiques et l'union européenne. Un tel investissement ne se fait pas sans la promesse future d'une quelconque rentabilité et celle-ci ne peut venir que des investissements du secteur privé dans ces nouvelles infrastructures. Il semble donc clair que les habitants qui ont, ou vont être expropriés, et qui font partie de la classe des revenus moyens-faibles, ont peu de chances de pouvoir revenir habiter dans leur quartier où le coût au mètre carré sera bien plus élevé qu'auparavant (environ 2000 euros actuellement et estimé à plus de 3000 euros dans le futur). [SF17]

Le cas du quartier des Guillemins n'est pas un cas isolé. La grande majorité des villes développées du monde investissent dans des projets similaires. Ceux-ci ont une forte tendance à mener à la disparition de la population existante au profit d'une population plus aisée et donc le phénomène d'expropriation est la conséquence directe des actions de "transformation" menées par ces villes.

5.3 La revitalisation : l'exemple des quartiers centraux Bruxellois

Il existe cependant des politiques de gentrification par la revitalisation qui s'appuient sur des projets de moins grande ampleur mais dont les conséquences sont tout aussi négatives pour les populations aux revenus moyen-faibles. Il s'agit, ici, de projets qui n'ont pas pour objectif de raser complètement un quartier mais plutôt de rénover progressivement celui-ci et d'y augmenter la qualité de vie, menant ainsi à une hausse des prix de l'immobilier et du coût de la vie et par conséquent à la transformation du quartier en un lieu réservé aux individus aisés.

A nouveau, ce type de politique de revitalisation, on peut la retrouver dans la majorité des métropoles du monde, le cas de New-York (USA) et ses quartiers de Soho et Tribeca sont des exemples connus de ce genre de gentrification. Mais nous nous focaliserons ici sur un exemple plus proche de nous : les quartiers centraux de Bruxelles en Belgique.

Les autorités bruxelloises, en concurrence constante avec le périurbain, avaient, particulièrement vers la fin des années 80, comme objectif « d'enrayer définitivement l'exode vers la périphérie et [à] amorcer le retour en ville des actifs ». [PRD02] Trois raisons se cachaient derrière la volonté du plan régional de développement urbain d'amener la population active du périurbain vers les quartiers centraux. [VKM13]

Premièrement, au niveau budgétaire, l'impôt sur les personnes physiques, qui est en lien avec le lieu de résidence, comptait pour plus de la moitié des recettes annuelles de la région. Les ménages à double revenus étant les plus intéressants au niveau fiscal, c'est donc ceux-ci que la ville tentait d'attirer. [VKM13]

Deuxièmement, en 1991, les quartiers centraux étaient constitués de 40 à 70 % de non-belges sans droit de vote, posant un problème de légitimité démocratique pour la ville. Il y avait donc une volonté de remplacer cette population par des personnes ayant la nationalité belge. [VKM13]

Enfin, le simple fait que la population vivant en périphérie des villes était constituée d'individus aisés. La ville voulait donc ramener ce capital économique en son centre.

Pour encourager la revitalisation des quartiers centraux, les autorités bruxelloises ont accordé des primes pour la réhabilitation des habitations ainsi que des subventions régionales pour la remise à neuf des espaces publics. Les primes en particulier étaient un outil efficace pour amener le secteur privé à investir dans ces quartiers qui peu à peu se sont transformés et sont devenus de plus en plus attractifs économiquement et socialement. Le prix de l'immobilier y a flambé et la population originelle a, conséquemment, été forcée de s'installer ailleurs, ironiquement, souvent en périphérie de la ville. On peut donc dire que la promesse de protéger les faibles socialement, faite par le plan régional de développement (PRD), n'a pas été tenue lorsque l'on observe le phénomène de relégation qui a touché la classe populaire des quartiers centraux. [VKM13]

5.4 La ville à trois vitesses

Aujourd'hui vivre dans le périurbain ou à la campagne c'est dépendre d'une mobilité due à la distance avec la ville et ce qu'elle offre. Cette distance peut être voulue car elle permet d'avoir des plus grands espaces de vie (intérieurs et extérieurs) et de profiter d'un environnement souvent plus calme qu'en ville. Mais elle est également une contrainte pour les personnes qui auraient préférées vivre en ville mais qui n'en ont pas ou plus les moyens. C'est le cas de beaucoup de jeunes travailleurs et ménages qui investissent alors plutôt dans des logements situés dans les périphéries urbanisées ou choisissent d'aller s'installer dans les villages pas trop éloignés des villes. La problématique des longs trajets a comme conséquence d'aggraver le phénomène de gentrification. Elle peut, en effet, pousser les individus à tenter de vivre plus proche des centres urbains et donc de leur lieu de travail. Mais comme la gentrification a fait augmenter les loyers et le coût de la vie en général, cela veut donc dire que les ménages qui sont capables de faire cette transition sont ceux qui ont un revenu suffisamment élevé pour se permettre de vivre en ville. A nouveau, cela contribue à une gentrification involontaire des centres urbains, aggravant ainsi le problème.

Depuis le début des années 1990, les villes du monde utilisent la gentrification afin de valoriser l'espace public et de revitaliser leurs quartiers. Il existe une corrélation directe entre le produit et l'acheteur, les personnes aisées sont les plus adaptées au produit car les autorités publiques l'ont créé pour elles. *« La distance entre les cités d'habitat social et le périurbain pavillonnaire, entre celui-ci et les centres gentrifiés des grandes villes est vécu comme le rejet d'un univers par l'autre, alimentant l'amertume et les frictions, le sentiment de ne pas appartenir à la même ville, à la même société. Au lieu d'un mouvement unique et unifiant les espaces de la ville, c'est à l'avènement d'une ville à 3 vitesses que l'on assiste : celle de la relégation des cités d'habitat social, celle de la périurbanisation des classes moyennes qui redoutent la proximité avec les exclus des cités mais se sentent oubliés par l'élite des gagnants portée à investir dans le processus de gentrification des centres anciens »* [DBB04]

5.5 Mixité et tensions sociales

Donzelot évoque une problématique intéressante, le rejet d'une population par une autre. Dans un premier temps on pourrait croire que la gentrification serait source d'une nouvelle mixité sociale positive dans la ville. Or nous constatons que dans de nombreux cas, les différentes classes sociales ou cultures ont du mal à cohabiter dans un même quartier.

Dans nos villes occidentales principalement, on remarque que certains quartiers populaires ayant un pourcentage important d'immigrés, développent des commerces vendant des produits en provenance de leur pays d'origine ainsi que des cafés et des restaurations à petits prix. Ces commerces leur permettent de répondre à leurs besoins et, ainsi, de vivre ensemble de façon quasi autonome. Ces lieux sont sources de regroupements d'habitues qui se retrouvent régulièrement et s'approprient l'espace public en restant sur les trottoirs des cafés et des commerces. Ils développent ainsi une excroissance à l'espace domestique permettant de construire un lien social important autour de ces lieux, ce qui rend le quartier fort solidaire.

[CA11]

Ces quartiers populaires très vivants à grande mixité ethnique sont une source d'inspiration pour les artistes qui y voient l'opportunité d'y développer leur art comme ils le souhaitent, mais aussi les jeunes travailleurs et les étudiants car les loyers moins élevés leur permettent de se loger en ville où ils travaillent ou étudient. Ces nouveaux arrivants peuvent alors faciliter la venue d'individus plus aisés qui sont attirés par le nouveau capital culturel et la vie du quartier mais aussi par la promesse d'un bon retour sur investissement à l'avenir grâce à la gentrification progressive qui fait monter le prix de l'immobilier.

Or, dans ces quartiers, les immigrés se sont appropriés les commerces, les cafés et les rues mais il peut également y avoir un développement de la prostitution et des trafics de drogue ainsi qu'une saleté engendrée par la population qui prend beaucoup d'aisance dans l'espace public. [LV02] La cohabitation entre les populations de différentes classes et d'origines est alors souvent compliquée car elles n'ont pas le même rythme de vie ni les mêmes codes sociaux et valeurs. Des réticences commencent donc à se créer et les individus n'arrivent pas à partager l'espace public. La population immigrée accepte mal la venue des nouveaux arrivants qui tentent de transformer le quartier à leur image et qui voit la population originelle comme un frein à cette transformation. [MG15]

On y remarque alors la création de certaines associations de populations de même rang qui agissent contre la population de rang inférieur pour la voir "expulsée". Cela permet alors aux gentrificateurs de récupérer le quartier initialement occupé par les immigrés et de réintégrer des commerces plus neutres et de rénover les logements existants afin qu'ils soient plus conformes à leur standard de vie. Afin d'évincer la population qu'ils définissent comme indésirable, les gentrificateurs, ont parfois recours à une utilisation pervertie des dispositifs de participation citoyenne leur permettant de prendre le pouvoir sans aucun mandat électif et

ainsi de se servir de leur statut social pour imposer des normes afin de préserver la valeur de leur patrimoine immobilier et contrôler leur environnement et de le protéger de tout autre groupe social. [MG15]

Ce phénomène peut être complété par ce que le géographe et anthropologue écossais Neil Smith (1954-2012) a nommé « l'urbanisme revanchiste », qui est un « *moyen politique autoritaire en soutien à la gentrification : quadrillage policier des espaces publics, dispositifs judiciaires de tolérance zéro à l'égard des "incivilités", investissements dans la techno-surveillance, discours aux accents martiaux sur la "reconquête" d'un territoire indûment approprié par des populations "indésirables" (sans-abris, toxicomanes, prostituées, minorités ethniques ou sexuelles...)* » [SN96]

Malgré la volonté de départ de créer une mixité sociale, il y a donc souvent une difficulté, pour les différentes classes vivant dans le même quartier, de cohabiter et de créer des liens sociaux de qualité. Les gentrificateurs, par le biais de dispositifs de participations citoyennes et/ou grâce à l'aide des autorités publiques, finissent ainsi par évincer la population existante qui est reléguée en banlieue et exclue de la vie active urbaine.

5.6 Conclusion

Nous avons constaté que les projets qui ont pour objectif de "revitaliser" certains quartiers des villes afin d'y augmenter la qualité de vie de la population, s'appuient sur un phénomène de gentrification. La population originelle n'y trouve plus sa place, des tensions sociales se créent, elle ne peut plus se permettre d'y vivre et est forcée de s'installer en périphérie des villes créant ainsi un phénomène de périurbanisation. Les politiques de gentrification menés par les villes ont certes le mérite d'améliorer la qualité de vie offerte mais celle-ci est trop souvent réservée à la population aisée. Ainsi, les villes ou les quartiers qui ont une bonne qualité de vie sont bien trop souvent hors de portée pour la population active, les jeunes travailleurs, les étudiants, les jeunes familles. Le coût de la vie et de l'immobilier les oblige à devoir faire des compromis en termes de confort et de bien-être. Les jeunes familles avec des enfants souffrent particulièrement du manque d'espace (intérieur et extérieur). Ce manque a d'ailleurs été une des raisons principales ayant poussé de nombreux citadins, à quitter la ville lors de la crise de la Covid-19 et des périodes de confinement.

Souvent, ces personnes sont contraintes de s'éloigner des centres et de dépendre d'une mobilité pour aller travailler. Elles se sentent alors exclues par la ville. Ces conditions

défavorables sont notamment des raisons qui en amènent certains à vouloir rompre totalement avec la ville et de chercher une meilleure qualité de vie pour eux et leur famille en milieu rural.

6 La criminalité dans les villes

6.1 La baisse du crime, la hausse du sentiment d'insécurité

Nos sociétés occidentales ont connu une croissance du sentiment d'insécurité ces dernières décennies qui a eu comme conséquence d'augmenter le mal être de nombreux individus, en particulier dans les lieux fortement urbanisés. L'insécurité on peut la définir comme la peur d'être témoin ou victime d'un crime et de l'impuissance face à cet acte criminel. Il s'agit avant tout d'un état d'esprit basé sur la perception individuelle du crime, des incivilités et des menaces sociétales diverses. Le sentiment d'insécurité est donc subjectif et sa cause va donc varier d'un individu à l'autre. [GA06] [DE98]

Plusieurs études ont démontré que le sentiment d'insécurité n'était pas directement lié à la criminalité réellement présente dans un lieu. En effet, la plupart de nos pays occidentaux ont vu leur taux de crime baisser depuis la fin des années 1970. Pourtant les individus se sentent de moins en moins en sécurité, que ce soit dans l'espace public ou chez eux. Malgré le fait que le sentiment d'insécurité est subjectif, certains facteurs peuvent néanmoins expliquer son augmentation. [GA06]

Premièrement, il y a la nature inédite des crimes. Dans le passé, la criminalité pouvait s'expliquer de manière plus ou moins logique. Par exemple, les motivations d'un braqueur de banque ou d'un cambrioleur étaient parfaitement claires. Mais ces dernières décennies, des nouveaux types de crimes aux motivations floues ont vu le jour. Tueurs en série, meurtres aléatoires, tueries en masse, terrorisme, etc. Il est aujourd'hui bien plus compliqué pour un esprit sain de comprendre les motivations de certains criminels. C'est cette difficulté de compréhension qui joue sur le sentiment de la peur. Effectivement, par réflexe naturel, les humains ont tendance à se méfier et de craindre les choses qu'ils ne peuvent comprendre. Les actes terroristes ont par ailleurs changé le sentiment d'insécurité dans l'espace public.

Autrefois, les gens se sentaient en sécurité lorsqu'ils faisaient partie d'une foule car il était inconcevable que quelqu'un se fasse attaquer avec autant de témoins. Mais lorsque les foules

deviennent justement les cibles idéales, cette sécurité collective s'écroule. En plus, les victimes de ce genre d'actes sont prises au hasard et peuvent donc être n'importe qui. Et il est donc plus facile pour un individu de se projeter à la place de la victime.

On peut également observer que même si le taux de criminalité urbaine a baissé, la nature violente des actes criminels, elle, a augmentée. Ainsi, les cambriolages, braquages et autres crimes plus communs ont tendance à être plus rapidement violents que dans le passé. Les criminels semblent également avoir moins de scrupules envers les individus en position de faiblesse tel que les personnes isolées socialement comme les personnes âgées. Au contraire, elles sont devenues des proies idéales. C'est d'ailleurs ces personnes plus faibles qui, de manière logique, éprouvent le plus grand sentiment d'insécurité. [GA06]

Un autre facteur influence énormément la perception du crime : les médias. En effet, les moyens de communications modernes ont changé la rapidité et la façon dont les événements sont exposés. La télévision et les réseaux sociaux ont permis de mettre des images sur les crimes. Certains médias profitent du caractère sensationnel qui attire le regard pour augmenter leur nombre de téléspectateurs. C'est particulièrement vrai aux Etats-Unis. Si l'on compare par exemple la manière dont la télévision britannique expose le même événement qu'une chaîne américaine, on a parfois l'impression qu'il s'agit de deux faits différents. Ce sensationnalisme du crime agit tel une publicité et imprime la peur dans l'esprit collectif. Certains politiciens utilisent d'ailleurs cet outil car la peur a tendance à mener les individus à voter pour celui ou celle qui promet d'adresser la cause, souvent inventée, de cette peur. Ainsi, l'extrême droite sème la peur de l'étranger et l'extrême gauche la peur de l'extrême droite. Tout cela dans le but d'attirer les votes d'une population toujours plus craintive.

L'augmentation des manifestations accompagnées de violences et détériorations des infrastructures peut également expliquer l'insécurité ressentie par les citoyens. Souvent les forces de l'ordre ont des difficultés à maintenir le contrôle de la situation et les individus n'étant pas impliqués dans l'affaire peuvent alors se sentir menacés par la puissance de la foule avec laquelle ils ne partagent pas forcément le point de vue. Cette vision est souvent faussée car la grande majorité des manifestants sont pacifistes. C'est l'action de quelques individus mal intentionnés qui déforme la perception de la réalité. A nouveau, les médias se concentrent souvent sur les actes de vandalisme plutôt que sur le message des manifestants.

La hausse du sentiment d'insécurité peut également être sa propre cause. Moins une personne se sent en sécurité, moins elle aura tendance à venir au secours d'une personne victime de

violences. Le sentiment d'insécurité mène donc à la hausse du sentiment d'insécurité. On peut d'ailleurs comparer la réactivité bien plus grande des gens face à des personnes qui sont en danger à cause d'un incendie ou d'une inondation qu'à la personne victime d'un braquage. La peur d'être soi-même victime du crime pousse beaucoup de gens à regarder dans l'autre sens. La grande densité d'individus en ville peut d'ailleurs contribuer à ce problème car plus il y a de monde plus il devient simple pour quelqu'un de se déresponsabiliser face à un acte violent.

Enfin, l'insécurité croissante dans des villes pourtant moins criminogènes peut s'expliquer par le fait que la baisse du crime et des incivilités diminue la tolérance des individus à ceux-ci. Ainsi, jeter ses déchets au sol, par exemple, est aujourd'hui perçu par beaucoup comme une incivilité bien plus grave qu'il y a cinquante ans. Les quartiers sales sont alors rapidement classés dans l'esprit collectif comme étant potentiellement dangereux car la population semble ne pas s'y soucier des lois et des règles sociétales. [DE98]

Pour certains, ce sentiment d'insécurité peut être une des raisons les poussant à reconsidérer leur vie en ville. Il est effectivement difficile de vivre dans un endroit dans lequel on ne se sent pas à l'aise. C'est particulièrement vrai chez les jeunes parents qui craignent pour la sécurité de leurs enfants. Les campagnes ou les banlieues pavillonnaires en opposition, semblent alors être des lieux de vie bien plus sécurisants.

6.2 Les « gated communities »

La grande hausse du sentiment d'insécurité dans nos villes a même poussé des individus des classes moyennes et fortunées à réagir de façon extrême pour se protéger. C'est ainsi qu'est apparu le concept des « gated communities » ou communautés fermées en français. C'est en Amérique du nord que l'on retrouve la majorité de ces communautés, cependant, des exemples sont également présents en Amérique du sud, Afrique du sud et chez nous en Europe.

Les gated communities sont des communautés privées dans lesquelles l'accès aux infrastructures et aux propriétés est restreint aux personnes ayant une forme d'autorisation (propriétaires, invités, livreurs, etc.). Afin d'empêcher les individus indésirables d'y pénétrer, des barrières physiques sont mises en place comme par exemple des murs, des bâtiments ou de la végétation dense. L'entrée se fait alors par des portails qui sont protégés par un code d'accès, un système de cartes magnétiques ou même des gardes qui peuvent être armés.

S'il est fréquent de voir que l'on attribue leur création aux Etats-Unis, les premiers exemples de lotissements fermés ont, en réalité vu le jour en Angleterre, à partir du 18^{ème} siècle. Une série de places publiques résidentielles londoniennes ont, en effet, commencées à être fermées à l'aide de barrières afin de garder à l'extérieur les personnes jugées indésirables. La première était St James Square en 1726 qui a été suivie par cinq autres places du même type. Des règlements urbanistiques particuliers y ont également été mis en place ainsi qu'une taxe payée par les habitants visant à financer les infrastructures du lieu et leur entretien. [MP13]



St James Square aujourd'hui [GG19]

Vers la moitié du 19^{ème} siècle en France, suite à la révolution industrielle, la classe bourgeoise ayant installé son industrie et ça force de travail dans et autour des villes, avait la volonté d'échapper à l'insalubrité et la délinquance dans les centres urbains. Ainsi, apparaissent les premières communautés fermées dans les parcs et les bois à proximité des villes ou même à l'intérieur de celles-ci. Les deux cas les plus connus sont ceux du Parc Montretout sur les hauteurs de Saint-Cloud en 1832 et la Villa Montmorency à Paris en 1853, ces deux lotissements sont d'ailleurs encore privatisés à ce jour. [CG06]



Portail d'entrée du parc Montretout, 1900 [MTT00]

Aux Etats-Unis, les gated communities sont devenues courantes et on peut les retrouver autour de la grande majorité des grandes villes du pays mais également dans les régions rurales ayant un attrait touristique particulier (stations de ski, parcs naturels, etc.). Leur popularité a explosé suite à la hausse de criminalité qu'ont connues les villes du pays à travers les années 1970. Elle continue de croître depuis lors malgré le fait que le taux de criminalité aux USA est en baisse depuis le début des années 1980. S'il est difficile de connaître le nombre exact d'individus vivant dans ce genre de communautés, en raison du nombre de déménagements et de nouveaux lotissements fermés qui voient le jour chaque année, le service de recensement de la population des Etats-Unis estime qu'il s'agit de plusieurs millions d'individus vivant dans des dizaines de milliers de communautés à travers le pays. [BESM97]

On peut distinguer trois grands types de communautés fermées. Le premier sont celles qui visent à offrir un certain type de vie à ses habitants. Les premières gated communities des Etats-Unis étaient d'ailleurs des lotissements de ce type. Elles étaient destinées aux séniors et leur offrait la tranquillité, les services et les infrastructures dont ils avaient besoin. Depuis, elles offrent également d'autres modes de vie comme par exemple les country clubs avec des terrains de golf, de tennis, des piscines etc. Mais aussi les quartiers fermés destinés aux familles et qui leur offre le mode de vie idyllique du rêve américain (belles maisons, routes sûres, bonnes écoles, etc.). [BESM97]



La providence golf club community, Floride, USA, 2018 [PGC20]

Le deuxième type est celui des gated communities de prestige. Celles-ci sont généralement réservés aux très fortunés, aux célébrités ainsi qu'à des personnes influentes. Elles assurent le respect de la vie privée de ces personnes mais sont également un symbole de leur statut prestigieux et de leur réussite. [BESM97]

Le dernier type sont les communautés dont l'objectif principal est d'assurer la sécurité des habitants en les protégeant du monde extérieur. On y trouve des gardes faisant des rondes, des surveillances par caméra ainsi que d'autres dispositifs de contrôle. Bien évidemment, certaines communautés fermées rentrent dans plus d'une catégorie et peuvent même combiner les trois types. [BESM97]

La raison qui pousse des nombreuses communes des Etats-Unis à autoriser et même faciliter l'implantation de ces communautés est financière. En effet, les infrastructures diverses tel que les routes, les parcs et les plaines de jeux y sont privés et appartiennent à l'ensemble des habitants en copropriété. Ceux-ci payent un montant mensuel à l'association des habitants pour l'entretien des routes, la collecte des déchets, la réparation des infrastructures, etc. Ces travaux sont habituellement la responsabilité des autorités. Cela veut dire que celles-ci peuvent taxer les habitants, souvent riches, des communautés sans devoir intervenir en termes de services publics. Elles sont donc largement gagnantes. Les habitants, eux, sont taxés deux fois. [LRWC06]

Les gated communities posent énormément de problèmes. L'aspect négatif le plus important est le fait qu'elles créent un lieu de vie renfermé sur soi-même. Ces communautés attirent des personnes issues des mêmes classes sociales et ayant souvent des manières de penser ainsi que des idéologies similaires. Le manque de mixité dans la population contribue grandement à

la paranoïa déjà présente à la base chez les habitants. Conséquemment, la peur de la différence est accentuée et le sentiment d'insécurité qui a poussé les gens à aller vivre dans ces communautés n'est pas résolu. Il peut même être aggravé et les pousser à prendre des mesures toujours plus drastiques pour se protéger et contrôler leur environnement.

Chez les enfants et les jeunes en particulier, l'environnement protecteur peut avoir des conséquences graves sur leur capacité à s'intégrer avec le reste du monde car ils n'ont pas l'opportunité d'être exposé à celui-ci. Une étude fait par l'université de la ville de New-York a démontré que nombreux des enfants ayant grandi dans ces communautés fermées exprimaient une peur réelle envers les gens de l'extérieur. [LS01]

Les gated communities ne sont pas exclusives à l'Amérique du nord. On peut les retrouver partout dans le monde. Les villes ayant des grandes disparités sociales sont souvent celles où l'on retrouve le plus de communautés fermées aux alentours. En Europe, le phénomène est le plus développé à l'est, mais des pays tels que l'Espagne et le Portugal sont également de bons exemples. En Belgique aussi on peut retrouver ces communautés exclusives. Comme le Bokrijkpark près de la ville de Hasselt ou le « palace court » dans la ville de Schaerbeek. La région Bruxelles-capitale est l'endroit où le concept est le plus répandu.

7 La ville en opposition à la nature

7.1 Le rapport entre l'Homme et la nature

L'être humain a depuis des millénaires eu un rapport extrêmement fort avec son environnement. Lorsque nous étions encore nomades et chasseurs-cueilleurs, nous nous déplaçons de régions en région à la recherche de nourriture et de sources d'eau, nous suivions les troupeaux de bêtes sur des centaines de kilomètres et nous nous abritions là où la nature nous offrait une protection des éléments. La nature était vue de manière très symbolique et sacrée par l'Homme qui ne pouvait imaginer la dompter et la posséder. [HBJ16]

Ensuite, nous avons inventés l'agriculture et l'élevage et sommes devenus sédentaires. Notre lien à la nature s'est transformé, peut-être même approfondi car nous nous sommes appropriés des territoires, nous les avons cultivés et une familiarité avec celui-ci s'est ainsi développé. C'est dans ce contexte que les premiers villages puis les premières citées ont vu le jour. C'est

seulement dans notre histoire récente que nous avons commencé à rompre notre lien avec l'environnement naturel et que la terre a acquis une valeur principalement économique. Nos villes ont grandi, sont devenues bétonnées et goudronnées laissant peu de place à la végétation.

Aujourd'hui, les villes du monde présentent un manque énorme d'espaces verts. Ceux qui existent, les parcs et jardins urbains ne sont rien de plus que des décors sensés nous rappeler notre environnement d'origine. Beaucoup de citoyens s'en contentent et chérissent ces endroits, mais pour d'autres, particulièrement ceux originaires des milieux ruraux, un manque se fait ressentir. On ne peut en effet effacer en quelques siècles le besoin fort qu'à notre espèce d'interagir avec la nature, de se sentir unie à celle-ci. Il y a quelque chose d'enivrant dans le fait de toucher la terre de ses mains, de sentir les arbres, de jardiner. Une forme de connexion profonde à soi-même et à son environnement se crée. La nature a la capacité extraordinaire de calmer les esprits, de réduire le stress et de focaliser la pensée. Ce phénomène a été étudié par de nombreux experts (psychologues, philosophes, médecins). Il est d'ailleurs fréquent que des activités en rapport avec la nature soient incorporées dans des programmes de traitement pour des personnes souffrant de troubles mentaux ou de dépendances (hortithérapie). Elle a, en effet des vertus réparatrices. Les urbanistes sont conscients de ce lien fort entre l'Homme et la nature et l'incorporation d'espaces verts en ville est une des volontés majeures derrière la conception de nombreux projets urbanistiques contemporains.

Il y a pourtant une distinction à faire entre la nature que nous observons et celle qui fait partie intégrante de notre vie. S'il est vrai que les balades et les vacances à la campagne ont un effet apaisant sur nous, celui-ci n'est malheureusement que temporaire. Comme le dit Claire Desmares-Poirier dans son livre « *Observer la nature est une première étape, vivre en pleine harmonie avec elle est la clé de l'épanouissement. Il s'agit d'éprouver la saisonnalité et les rythmes naturels. Notre corps n'a pas les mêmes besoins en été ou en hiver, notre sommeil et notre appétit sont affectés par l'alternance jour-nuit, cette cyclicité s'accroît et favorise une santé de fer si l'on sait l'écouter. Couplé à une meilleure alimentation et d'avantage d'activité physique, l'écoute de notre caractère naturel contribue réellement au bien-être* ».

[DP20] Il s'agirait donc pour être heureux, de retrouver un lien réel avec notre environnement naturel et de vivre au rythme qu'il nous impose. Se réveiller avec la lumière du petit matin n'est-ce pas plus agréable que la sonnerie d'un réveil ? Cela ne veut pas dire que chaque

individu doit devenir agriculteur ou garde forestier mais plutôt qu'il faut essayer de donner à la nature une place plus importante dans notre quotidien.

7.2 La végétalisation des villes ?

A l'heure actuelle, les villes ne sont tout simplement pas capables d'offrir cette possibilité à leurs habitants. Selon une enquête réalisée en France en 2010 par l'Union Nationale des Entreprises du Paysage (UNEP), 93.5 % des français estiment que le contact avec la nature est un élément important de leur quotidien tandis que 70 % pense qu'il y a un manque de végétation en ville. Une personne sur cinq regrettait de ne pas avoir assez de contact avec la nature. Chez les moins de 50 ans ainsi que les personnes actives sur le marché du travail, ce chiffre atteignait plutôt une personne sur trois. Lorsque ces individus étaient demandés quels lieux souffraient le plus d'un manque de végétation, les villes et les espaces commerciaux étaient cités 86 % du temps, les lieux de travail 65 % du temps, les espaces de loisirs 63 % du temps et les logements 50 % du temps. [UNEP10]

Pourtant, il faut admettre que du progrès a été fait durant cette dernière décennie. Des politiques de végétalisation des espaces publics ont vu le jour dans beaucoup de villes à travers le monde. A Berlin, par exemple, 30 % de la surface urbaine est aujourd'hui végétalisée.

Selon Hans Van Gossum, professeur à l'université d'Anvers et bioingénieur chez le groupe Néerlandais Arcadis, le leader mondial en matière de design durable, d'ingénierie et de conseil pour l'environnement, la végétation urbaine est un moteur important pour le bon développement des villes. Elle permet notamment d'y rendre la vie plus saine et agréable et joue un rôle majeur dans leur attractivité. Le manque d'espaces verts de qualité est, selon lui, l'un des facteurs principaux qui pousse les individus à quitter les centres urbains pour s'installer dans les banlieues pavillonnaires plus vertes en périphérie ou à la campagne.

Au cours de ses recherches chez Arcadis, Hans Van Gossum a défini les sept qualités majeures que l'implantation d'espaces végétalisés pouvaient, selon lui, apporter en ville.

Premièrement, il soutient le fait que la végétalisation des centres urbains a un effet positif prononcé sur le bien-être des individus et conséquemment sur leur santé. Ses recherches ont prouvé que les troubles anxieux et la dépression étaient bien moins prononcés dans les villes et les quartiers présentant beaucoup d'espaces verts. Les promenades dans ces espaces ont la capacité de faire baisser le taux de cortisol, l'hormone responsable du stress, ainsi que la

tension artérielle. Ainsi, la nature prend en quelque sorte soin de nous et baisse la fréquence à laquelle nous tombons malades et augmente notre productivité. Selon Hans van Gossom, l'incorporation de la nature dans notre quotidien permettrait à nos villes d'économiser des sommes considérables en frais médicaux et de diminuer la surcharge dans le secteur des soins de santé. [VGH21]

Une autre qualité majeure de la végétation, probablement la plus connue, est le fait qu'elle a la capacité de transformer l'air chargé de particules nocives en air frais. Les arbres, par exemple, captent le CO², le principal gaz à effet de serre présent dans l'air et le transforme en oxygène. Nous pouvons donc, en planifiant correctement nos espaces verts, purifier une partie de l'air polluée en ville et ainsi y rendre la vie plus saine. [VGH21]

Ensuite, il met en évidence l'importance de la végétation dense dans le combat contre les sources de bruit dérangeantes des villes, en particulier les voiries. La végétation a, en effet, une bonne capacité d'absorption des ondes sonores et peut donc contribuer à une ambiance plus tranquille dans les espaces publics urbains. Cela renforce d'ailleurs l'idée de bien-être du point précédent. [VGH21]

La végétalisation est également un moyen efficace de combattre les vagues de chaleur et le besoin en énergie nécessaire pour climatiser nos villes. L'artificialisation des sols a mené à une augmentation des températures en ville. En effet, la pierre, le béton et l'asphalte absorbent et gardent bien plus facilement la chaleur que les matières végétales et la terre. Ce phénomène peut causer des différences de températures entre les zones densément bâties et ailleurs pouvant aller jusqu'à huit degrés de plus pour la ville. Végétaliser les rues et les toitures et les espaces publics permet de créer des zones d'ombres empêchant le soleil de chauffer les surfaces et protégeant les passants. L'évaporation d'eau rejeté par la végétation permet également de faire diminuer la température des espaces alentours et d'offrir un rafraîchissement naturel pour les piétons. Tout ceci permet de climatiser les zones densément bâties en minimisant le besoin en systèmes mécaniques énergivores. [VGH21]

De plus, la végétation permettrait aussi de faire office de tampon lors de périodes de fortes pluies. A cause de l'artificialisation des sols, l'eau ne sait pas s'infiltrer et peut causer des surcharges sur le réseau d'égout causant ainsi des inondations en sous-sol et en surface. La capacité d'absorption des végétaux et de la terre permet à cette eau d'être stockée puis libérée progressivement. C'est d'autant plus utile lorsque l'on se trouve dans un scénario de fortes

pluies suivies d'une période de sécheresse car on a ainsi une meilleure régulation hygrométrique sur l'ensemble des périodes. La végétation en ville permet ainsi de réduire l'importance des réseaux d'égouttage souterrains ce qui permet de faire des économies en temps et en moyens. [VGH21]

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les zones urbaines ont, grâce aux multiples microclimats que l'on peut y trouver, la capacité d'attirer une grande diversité d'espèces animales et végétales. Cette biodiversité est essentielle pour le maintien d'un environnement sain. L'implantation d'espaces verts permet d'offrir le terrain nécessaire au développement de celle-ci. Cela permettrait également aux villes de ne pas agir comme une frontière à la migration des espèces par le biais de la création de « voies vertes » traversant ce monde fait de béton, de verre et d'acier. [VGH21]

Comme nous avons déjà pu en parler, il y a énormément d'opportunités en ville pour développer une économie circulaire (voir page 35). L'incorporation de potagers urbains sur les toitures, dans les parcs et les dents creuses de la ville permettrait de faciliter la mise en place d'un tel système économique. Une production alimentaire urbaine pourrait proposer des produits locaux et durables aux citoyens pour une somme modeste étant donné qu'il ne faut pas transporter les produits sur de longues distances. Malheureusement, une telle production ne pourrait satisfaire qu'une petite portion des besoins en nourriture de la population urbaine (voir page 35). Néanmoins, si l'on prend en compte les autres bienfaits de la végétation en ville cités ci-dessus, cela reste une option très intéressante.

Enfin, le dernier grand avantage de la végétalisation des centres urbains est que cela augmente de façon considérable l'attractivité de ceux-ci. Ainsi, les villes peuvent plus facilement attirer des nouveaux habitants et développer le tourisme. Les espaces verts permettent également d'augmenter les opportunités des contacts sociaux entre habitants.

Malheureusement, les villes à travers le monde sont à la traîne. Beaucoup de projets sont mis en place mais lorsque l'on observe le cas des villes à l'échelle mondiale, un manque considérable d'espaces verts ce fait ressentir.

8 Conclusion

Pour conclure le sujet de la remise en cause des villes, rappelons d'abord les grandes problématiques planétaires et urbaines que nous avons abordés. Dans un premier temps, nous avons étudié l'impact écologique engendré par le développement de nos sociétés urbaines et mondialisées. Nous nous sommes penchés sur le secteur énergétique, le secteur de la construction puis celui de l'agriculture et de l'élevage. Nous avons ensuite parlé de l'impact de l'urbanisation sur l'agriculture et avons questionné le concept d'agriculture urbaine comme manière de remédier au problème de perte de terres arables. Nous avons évoqué le fait que les villes peuvent, malgré les apparences, être des lieux plus écologiquement durables que les milieux ruraux, notamment car leur densité leur permettrait de mettre en place une économie circulaire plus respectueuse de l'environnement.

Nous avons ensuite parlé du phénomène de gentrification des centres-villes et de la manière dont celle-ci peut avoir des conséquences négatives sur la population. La gentrification peut en effet mener à la relégation, la hausse excessive des loyers, des tensions sociales, la perte d'identité des quartiers. Tout cela peut transformer les centres urbains en des lieux réservés aux personnes aisées et obliger les individus qui ne sont pas capables de se loger proche du centre, de dépendre d'une mobilité contraignante et de se sentir exclus. Ou bien, de rester dans les centres urbains mais de devoir faire des compromis en matière de confort d'habitat. A terme, cela peut mener à une envie de quitter la ville à la recherche d'un lieu de vie plus favorable.

Ensuite nous avons parlé de la hausse du sentiment d'insécurité dans les villes qui peut créer un malaise chez certaines personnes qui ne se sentent plus protégés là où elles habitent. Nous avons parlé de la manière dont ce sentiment pousse beaucoup d'individus du monde à avoir recours à des moyens extrêmes tels que les gated communities. Enfin nous avons étudiés la problématique du manque de rapport à la nature en ville et de la manière dont cela peut avoir des conséquences physiques et mentales sur le bien être des citoyens.

Bien évidemment, toutes ces problématiques ne sont pas les seules raisons poussant les individus à quitter les villes pour aller s'installer en milieu rural. Celles-ci peuvent aussi être très personnelles. Mais les étudier permet de mieux comprendre les potentielles origines du mal être de ces personnes. En effet, l'éveil de leurs consciences face à ces problèmes peut engendrer chez elles, une difficulté à concilier leurs besoins réels (sécurité, confort de vie, lien

à la nature, projets durables) avec leur mode de vie urbain. La campagne semble alors être une échappatoire parfaite à ces soucis, une opportunité de changer leur manière de vivre.

Pourtant il faut nuancer la chose, la densité des villes peut effectivement mener à une vision biaisée des problèmes car comme il y a plus d'individus vivant au même endroit, il y a forcément plus de crime, de consumérisme, de pollution, etc. Cette densité rend donc les défauts plus visibles. Il est donc facile de donner le rôle du bouc émissaire à la ville.

D'ailleurs, beaucoup de personnes conscientes des problématiques environnementales et urbaines choisissent tout de même de vivre en ville car elles ont une vision plus raisonnée et globale de celles-ci. Mais pour d'autres, l'exode vers la campagne est la seule solution envisageable.

Avant de nous pencher sur la nouvelle ruralité, rappelons que si beaucoup de citoyens considèrent l'idée de vivre en milieu rural, le passage à l'action est une toute autre étape encore. Ainsi, l'exode urbain est un phénomène qui ne touche qu'une petite portion de la population et il est surtout répandu dans nos sociétés occidentales développées. Les pays du tiers-monde connaissent effectivement, encore aujourd'hui, un exode rural massif.

Ironiquement, l'exode urbain est presque un luxe car ce changement de mode de vie nécessite souvent un investissement financier plus ou moins conséquent de la part des individus.

Partie 3 : Vers une nouvelle ruralité

1 introduction

La révolution industrielle a profondément changé nos sociétés. Comme nous avons pu le voir, elle a engendré un mouvement massif de la population rurale vers les centres urbains qui promettaient de l'emploi et un mode de vie plus moderne. Les campagnes ont ainsi été progressivement oubliées et se sont transformées dans l'imaginaire collectif en lieux sous-développés et précaires. L'expansion des villes a eu un impact énorme sur le territoire. Les campagnes situées à proximité des villes se sont petit à petit urbanisées jusqu'à en perdre la spécificité rurale qui les définissait.

Mais cette urbanisation du monde et le mode de vie qu'elle engendre est remise en question. Ces dernières années, face aux problématiques planétaires et urbaines, un intérêt croissant pour le milieu rural a surgi dans nos pays occidentaux.

Dans un premier temps nous allons nous pencher sur la question de l'emploi en milieu rural pour tenter de déconstruire certains mythes qui persistent encore à cet égard. L'emploi continue effectivement d'être l'un des facteurs principaux motivant les individus à vivre en ville ou en périphérie de celles-ci. Puis nous allons tenter d'évoquer les enjeux de la redécouverte du milieu rural en étudiant les différentes manières dont celui-ci peut ou doit être valorisé afin d'éviter un mouvement d'exode urbain au détriment du bon développement des campagnes.

Cette préoccupation vient de l'observation de la manière donc le milieu rural est bien trop souvent devenu un paysage consommé. C'est-à-dire, qu'il est un lieu où, la population financièrement capable de se distancer des villes, vient s'installer sans aucune intention de participation villageoise que ce soit sur le plan économique, social, environnemental ou culturel. Vu la croissance de ce phénomène, il est impératif de mener des actions en vue de préserver le milieu rural et de le développer de manière responsable. L'alternative est la disparition progressive de la vie de village.

2 L'emploi en milieu rural

Comme nous avons pu le voir, l'emploi est un des facteurs principaux qui motive les individus à vivre en ville ou à proximité des centres-urbains. C'est particulièrement vrai depuis l'époque de la révolution industrielle et cela continue de l'être. Les villes, grâce à leur densité, permettent d'accueillir une grande quantité d'activités économiques dans des secteurs très diversifiés. Elles regroupent en un lieu central, une multitude d'acteurs économiques. Entrepreneurs, travailleurs et consommateurs s'y côtoient en grand nombre. Dans l'imaginaire collectif, la ville est donc l'endroit idéal pour aller travailler et de nombreux individus vivant en milieu rural quittent quotidiennement leurs villages pour s'y rendre. Les perspectives d'emploi à la campagne semblant peu intéressantes.

Pourtant, contrairement à ce que beaucoup de citoyens s'imaginent encore, il n'est pas difficile de trouver de l'emploi en milieu rural. Par ailleurs, le travail à la campagne est aujourd'hui loin d'être automatiquement synonyme de vie paysanne ou ouvrière. En France, seul 10 % de l'emploi rural s'inscrit dans le secteur agricole et 20 % dans l'industrie. Les campagnes contemporaines ne sont plus celles d'avant, le territoire et les modes de vie ont changés et la majorité des métiers que l'on peut trouver dans les villes sont à l'heure actuelle disponibles en zone rurales. La raison est que nombreux des besoins éprouvés par les ruraux sont les mêmes que les citoyens. Ils ont besoin de se nourrir, d'accéder aux soins de santé, à la culture, aux magasins et ont également besoin de professionnels dans des secteurs plus « intellectuels » (administrations, managers, ingénieurs, architectes, etc.). Il est donc, à l'heure actuelle, parfaitement possible pour un citoyen de s'installer à la campagne sans devoir changer son type de fonction professionnelle. **[MRF18]**

Par ailleurs, grâce au réseau internet qui dessert la grande majorité des villages dans les pays développés, les habitants des zones rurales peuvent aujourd'hui communiquer facilement et rapidement avec le reste du monde. Il est ainsi tout à fait possible, pour ceux travaillant dans le secteur tertiaire, d'être employé par une entreprise localisée en ville sans devoir forcément dépendre d'une mobilité.

Pour les entreprises, le télétravail, c'est-à-dire le travail à distance, est par ailleurs intéressant pour plusieurs raisons. Premièrement, cela leur permet d'élargir leur champ de travailleurs potentiels car elles ne doivent plus se limiter aux individus capables de se déplacer quotidiennement vers leur lieu de travail. Deuxièmement, cela leur permet de faire des

économies car elles peuvent dépenser moins en termes de frais de déplacement et de voitures de sociétés. Enfin, les entreprises peuvent réduire la taille de leurs infrastructures car elles doivent accueillir moins de personnel sur site et peuvent donc économiser sur l'achat, la location, l'entretien, l'éclairage et le chauffage de leurs bâtiments. Le télétravail a pourtant longtemps été stigmatisé par les entreprises qui craignaient un relâchement et une perte de productivité de la part de leurs employés.

Cependant, la pandémie mondiale de la Covid-19 a mis fin à cette crainte chez nombreuses de ces entreprises. L'institut Sapiens, un organisme à but non lucratif dont le but est de se pencher sur l'évolution du secteur numérique, a mené une étude sur la productivité des entreprises durant les périodes de confinement en France. Le résultat est étonnant : les entreprises ayant pu organiser le travail en distanciel ont vu leur productivité augmenter de 22 % en 2020. La raison principale derrière cette hausse est que les employés ont déclaré être moins distraits par leur environnement (collègues bruyants, discussions non productives, réunions à rallonge, pauses, etc.). Les travailleurs étaient donc plus focalisés et les entretiens par vidéoconférence les ont poussés à aller plus vite à l'essentiel et de gagner du temps. L'autre raison est la diminution du stress qui peut être causé, en temps normal, par le trafic et/ou un environnement de travail bruyant ou oppressant. Les travailleurs se sentaient également énergétiques grâce à cette diminution du stress mais également grâce au temps de sommeil qu'ils gagnaient en évitant de devoir faire les trajets jusqu'à leur lieu de travail. Enfin, l'étude estime que le télétravail a fait baisser le taux d'absentéisme de 20 %. L'absentéisme est en effet majoritairement causé par des conflits managériaux et/ou un environnement de travail stressant. [IS21]

Cependant, l'étude considère que le travail en distanciel n'est pas forcément adapté à tous les individus. Le contexte de travail à domicile n'est pas le même pour tout le monde. Pour les jeunes parents ou les personnes ayant besoin de contact social quotidien par exemple, cette façon de travailler peut très rapidement être éprouvante. Il va également de soi que de nombreux secteurs ne sont pas adaptés à cette méthode car la présence physique y est nécessaire (commerçants, ouvriers, soins de santé, etc.). [IS21]

Pour les personnes voulant travailler en distanciel mais ayant besoin d'un lieu de travail à l'extérieur du domicile, les centres de coworking peuvent être une solution. Le concept, qui a gagné en popularité ces dernières années, permet notamment de faciliter le travail en distanciel pour les ruraux. L'idée est de créer des lieux de travail dans lesquels se trouvent des

bureaux, des ateliers ou des cabinets qui sont partiellement ou totalement partagés par les travailleurs. En effet, si les technologies nous permettent aujourd'hui de travailler depuis nos maisons, le travail depuis son foyer peut néanmoins avoir des conséquences négatives. Par exemple, la difficulté de se concentrer car trop de distractions (enfants, conjoint, tâches ménagères, etc.). Également la difficulté de pouvoir faire la transition entre la vie privée et la vie professionnelle, à nouveau, car la famille se trouve sur le lieu de travail, mais aussi car l'espace de travail et les espaces de vie sont localisés sous le même toit. Enfin, le télétravail peut engendrer une perte du contact social que l'on aurait en temps normal avec ses collègues. Cela peut mener à la solitude et la dépression sur le long terme. Les centres de coworking permettent alors de remédier à ces soucis potentiels.

S'il est donc vrai que les villes permettent de concentrer l'activité économique et d'avoir une plus grande offre d'emploi, il est néanmoins possible de s'installer à la campagne et d'y travailler pour celui qui le souhaite.

3 Les différentes manières de revaloriser le milieu rural

Si nous voulons remédier à l'exode rural il faut mener des actions concrètes permettant de revaloriser les campagnes qui ont depuis trop longtemps été mises de côté et oubliées. Les individus quittant les villages ne sont pas à blâmer. C'est le devoir des autorités publiques de mener des actions visant à développer la vie rurale et c'est le rôle des architectes y intervenant de faire preuve d'intelligence lorsqu'ils modifient le tissu villageois. Trop de fautes ont été commises à cet égard, et ce à travers le monde. Si aujourd'hui les consciences commencent à être éveillées et que de nombreux organismes et actions citoyennes ont été mises en place, nous sommes encore loin d'atteindre un résultat satisfaisant. Nous allons donc nous pencher sur les principales actions à mener en vue d'atteindre ce résultat :

3.1 La croissance des villages

Premièrement, toute action de bâtir en milieu rural doit s'inscrire dans un respect du maillage existant ainsi que du langage propre à la région, au village. Les nouveaux bâtiments doivent être capables de s'intégrer complètement dans le paysage en question. Cela doit passer par la mise en place de règles urbanistiques, établies par les communes, servant de guide pour les architectes. Il est essentiel que ces règles ne nuisent pas à la conception de beaux projets en se

focalisant sur des détails peu importants. Il s'agirait plutôt de se focaliser sur ce qui fait l'essence même du bâti d'un village en particulier (son implantation, sa taille, le type de matériaux utilisés, sa relation à l'espace public, etc.). Il est, en ce sens, essentiel de former les architectes à reconnaître ces éléments et de les sensibiliser à l'importance du respect d'un site. A leur tour, les architectes se doivent d'expliquer aux maîtres d'ouvrage en quoi il est important que leur nouvelle construction s'inscrive dans un plan d'aménagement plus global que celui qui s'arrête à la limite de leur terrain.

Dans ce sens, il faut lutter contre le phénomène d'expansion linéaire des villages. En effet, nous remarquons que les nouvelles constructions bâties en zone rurale ont aujourd'hui tendance à s'implanter en rang le long des routes quittant les centres du village. La raison est que beaucoup de nouveaux habitants ne viennent pas vivre à la campagne dans le but de s'intégrer pleinement à un village existant mais plutôt pour les avantages en matière de calme, de paysage et d'espace. Ce phénomène pose problème sur plusieurs plans. Dans un premier temps, la délocalisation de ces habitations engendre une diminution de la possibilité des contacts sociaux que les individus peuvent avoir car la distance séparant leur logement des espaces publics situés dans le centre du village est trop grande et ils ne seront donc pas amenés à les utiliser. Ils n'auront, dans la plupart des cas, que des contacts avec leur voisins proches et ne participeront pas à la vie collective ce qui freine le développement de celle-ci.

Du point de vue paysager, le phénomène complique la lecture des limites du village. Ainsi, la continuité du bâti le long des routes entre les villages peut amener ceux-ci à former une seule entité perçue qui est incohérente. Le développement pose également un problème dans la mesure où cela engendre une artificialisation des sols en périphérie des villages et donc une perte des terrains naturels (prairies, champs, forêts) ainsi qu'une obstruction de la vue du paysage naturel environnant. Il est donc préférable de développer les villages autour des noyaux existants et d'ainsi densifier le bâti. Les distances entre les individus sont alors réduites et il devient plus aisé d'organiser des activités socio-économiques et culturelles dans le centre du village.

Un autre phénomène à éviter est celui des nouveaux quartiers de lotissement tels que l'on en voit émerger de plus en plus chez nous. Ceux-ci viennent s'implanter à côté des villages existants sans une quelconque volonté d'intégration à ceux-ci. On y voit la création de nouvelles voiries bordées de parcelles et de maisons quasi identiques car elles sont toutes construites en même temps par le même promoteur immobilier. Le tissu villageois, les

matériaux spécifiques à la région ainsi que le type de bâti sont rarement pris en considération et on y voit alors une nette distinction entre l'ancienne structure villageoise et le nouveau quartier. Ce genre de projets a également tendance à être monofonctionnel, c'est-à-dire qu'on y trouve souvent que du logement et aucune activité socio-économique ou culturelle. Tout comme dans le cas de l'expansion linéaire des villages, les nouveaux habitants ne participent pas réellement à la vie active et s'en vont la journée pour travailler ailleurs, laissant derrière eux un quartier désert. C'est pour ces raisons que ces nouveaux quartiers sont généralement mal vus par les habitants originaux et que, outre le problème d'intégration du bâti, l'intégration de la nouvelle population s'y fait difficilement.

3.2 Revoir le modèle traditionnel

Quelque-soit le type d'implantation que les plans d'urbanismes prévoient, ce qu'il faudrait réellement est remettre en cause le modèle traditionnel de la maison quatre façades reposant sur sa parcelle de terrain privé. A l'heure actuelle, lorsque l'on prend en considération l'explosion démographique et les problématiques environnementales, ce modèle a de moins en moins de sens et semble être un luxe que l'on ne devrait pouvoir se permettre si l'on est raisonnable. Pourtant, les nouveaux habitants des campagnes construisent principalement ce type de logements.

Il serait plus intéressant de commencer par valoriser ce qui existe déjà par des actions de rénovations et d'extensions du bâti ancien. Ainsi, le patrimoine est conservé plutôt que laissé à l'abandon comme c'est le cas dans de nombreux villages d'Europe. De plus, nombreuses de ces nouvelles constructions bâties par des entreprises de promotion immobilière sont trop chères par rapport à la qualité de la construction qui laisse parfois à désirer et qui les rend donc moins durables que le bâti ancien. Il faudrait privilégier les projets d'habitat qui sont destinés à la collectivité plutôt qu'à une seule famille. Cela permettrait de réduire la quantité de matériaux nécessaire par logements et donc de réduire le coût de ceux-ci et les rendre plus accessibles à tous. On réduit aussi la quantité d'énergie grise nécessaire à la construction du logement. Parallèlement, l'emprise au sol par logement est également plus petite donc on perd moins de terres arables et l'impact sur l'environnement est ainsi minimisé. Parmi ce type de projets on peut par exemple citer : des logements collectifs, des logements pour seniors, pour agriculteurs, pour artisans ou artistes ou des logements tremplins.

Les logements tremplins, par exemple, ont été créés dans le cadre du programme communal de développement rural (PCDR) lancé par la région Wallonne. Ils sont principalement

destinés aux jeunes ménages et leur permettent de trouver un lieu de vie pour un loyer modéré. Si ces individus décident à terme de s'installer définitivement dans la commune où ils louent leur logement et de devenir propriétaires, ils peuvent récupérer une partie du loyer. Ce système permet aux petites communes rurales d'attirer la population jeune dont elle a besoin pour se développer et se diversifier. Ce sont, en effet, les jeunes qui ont le plus grand potentiel de contribuer à l'activité socio-économique et culturelle des villages car ceux-ci ont généralement plus d'énergie et de volonté pour se lancer dans des projets nouveaux que les générations plus âgées.

De plus, il est important d'adresser la problématique de la migration des séniors vers les zones plus urbanisées. En effet, aujourd'hui, de nombreuses personnes âgées décident de quitter leur lieu de vie pour s'installer dans des zones plus urbanisées. Leur volonté est souvent de retrouver du contact social, de l'entraide, des activités ainsi que de vivre dans un logement dont la taille est adaptée à leur mode de vie. Il est cependant dommage que ces personnes soient contraintes de devoir quitter le village ou la région auxquelles elles sont attachées afin de pouvoir répondre à ces besoins. Le développement de la culture et des activités socio-économiques en milieu rural devrait pouvoir redynamiser la vie de village. En trouvant des moyens d'intégrer les seniors dans ces activités en les faisant participer activement, il serait possible de lutter contre la solitude dont beaucoup trop souffrent au quotidien. Par ailleurs, ce n'est pas parce que ces personnes sont dans un âge avancé qu'elles n'ont plus rien à apprendre aux générations plus jeunes. La mixité des classes d'âges résultant de cette participation a donc le potentiel d'enrichir les activités mises en place.

Pour ce qui est de la problématique des logements trop volumineux, il serait intéressant, là où le contexte le permet, de créer des logements collectifs pour ces séniors au sein même des villages. Ainsi, elles pourraient s'entraider et avoir un contact social à l'intérieur de l'habitat ainsi qu'avec le reste du village. Ces logements pourraient aussi être en partie des logements tremplins destinés à des personnes plus jeunes qui se lancent dans la vie active et qui n'ont pas encore le besoin ni les moyens de s'offrir une maison ou un grand appartement. De cette manière, cette génération plus jeune pourrait interagir avec la plus âgée et ainsi nouer des liens et s'entraider. Les grands logements qui appartenaient aux seniors pourraient dans ce cas de figure être libérés et réaménagés par des familles nécessitant cet espace.

3.3 L'activité économique

Il faut développer l'activité économique dans les villages. Dans le passé, avant les mouvements massifs des habitants des campagnes vers les villes, les villages étaient capables de subvenir aux besoins des individus en matière d'alimentation. Les boulangeries, boucheries et épiceries ont progressivement été remplacées par les supermarchés si bien qu'aujourd'hui, les gens vivant à la campagne ont le même rapport avec la nourriture que les personnes vivant en ville. Il serait intéressant de pouvoir rétablir ces commerces et de promouvoir la vente de produits locaux.

Les petites entreprises doivent également être capables de s'installer en milieu rural dans le respect de leur environnement. Celles-ci pourraient offrir de l'emploi en dehors des villes et ainsi attirer des personnes jeunes et dynamiques. Un bon moyen de garder les jeunes entrepreneurs à la campagne est, par exemple, la création de centres de coworking dont nous avons déjà pu parler. Ceux-ci permettent aux métiers non-manuels, généralement attribués à la ville, de trouver une place à la campagne. Les jeunes entrepreneurs peuvent ainsi rester dans leur région tout en gardant le contact avec d'autres personnes actives. Cette manière de travailler est d'autant plus facile à mettre en place aujourd'hui grâce à internet qui permet de travailler avec des personnes situées à l'autre bout du monde s'il le faut.

L'implantation d'une activité économique à la campagne pourrait contribuer à limiter le phénomène de villages dortoirs. C'est-à-dire, les villages qui sont délaissés par la population active en journée qui prennent la voiture pour aller travailler dans des zones plus urbanisées et qui n'ont donc pas l'opportunité de participer à la vie de village. À terme, cela devrait mener à une diminution des temps de trajets effectués au quotidien par la majorité des travailleurs, ainsi il y aurait moins d'embouteillages, moins d'accidents et moins de pollution. La création d'une économie forte à la campagne permettrait aussi d'impliquer un plus grand nombre d'acteurs locaux et de promouvoir ainsi une économie basée le plus possible sur les circuits courts (économie circulaire). C'est pour cette raison que les entreprises et les entrepreneurs qui favorisent l'utilisation des ressources locales doivent recevoir des subventions de la part des autorités publiques.

3.4 La culture rurale

Il est nécessaire de mener des actions en vue de développer la culture dans les villages. Pour cela, il faut que les autorités publiques trouvent les moyens financiers pour faciliter l'élaboration de nouveaux projets allant dans ce sens ou de dynamiser ceux déjà établis. La culture à la campagne doit permettre de valoriser ce qui mérite de l'être, de créer une forme de divertissement impliquant des acteurs divers et de créer un lieu ou événement propice à la découverte, l'échange et l'apprentissage. La culture en milieu rural doit pouvoir permettre à une région, commune, village, d'attirer des individus extérieurs en leur présentant tout ce qui s'y fait de bien. Parallèlement à cela, il est important de permettre aux habitants des villages isolés de participer à la vie culturelle extérieure en les informant et en mettant en place de moyens assurant leur mobilité comme par exemple des minibus parcourant les villages petits villages ou hameaux ou des covoiturages organisés.

De plus, les villages doivent être capables d'offrir des lieux publics permettant d'organiser ces événements culturels mais aussi d'autres activités collectives. Dans un souci d'économie et de moyens, ces lieux devraient offrir une certaine polyvalence dans les fonctions qu'elles peuvent abriter. Cela permet non seulement de promouvoir une diversité des activités mais également des utilisateurs. Ainsi, ces lieux seraient des centres attractifs pour l'ensemble des habitants du village ou de la commune ce qui faciliterait les liens sociaux.

Pour illustrer la manière dont les villages peuvent développer leur capital culturel de manière significative, nous pouvons prendre l'exemple de Riom, un petit village localisé dans la région du Surses en Suisse. En 2006, la Nova Fundaziun Origen a choisi d'y installer une multitude d'activités culturelles dont son festival « Origen ». Plutôt que d'y construire des nouvelles infrastructures, les auteurs du projet ont choisi de rénover et transformer de manière respectueuse certains des bâtiments désaffectés du village, laissé à l'abandon après le départ de nombreux habitants ainsi que les transformations territoriales qui ont touché la région. Ainsi, le patrimoine historique du cœur de Riom a été préservé et, grâce à sa nouvelle affectation, a même pu retrouver une valeur importante dans la région. [NSSH18]

Les bâtiments abandonnés qui ont été réaffectés sont l'ancien château fort, la villa et la grange-étable de l'ancienne famille Carisch et l'école du village. Le château a été transformé en un grand lieu de spectacle impressionnant qui est utilisé lors des grands événements. La grange est devenue un espace de scène utilisée principalement en hiver et la villa en un accueil, petit café et lieu d'échange. L'école a été réinvestie par les bureaux de production

théâtrale ainsi que des espaces de répétition. Un taxi ainsi qu'un petit parking ont également été mis en place afin d'assurer un accès aisé au village pour les visiteurs. [NSSH18]



Riom vu du ciel, 2018 [YT]



La salle de spectacle du château-fort [NSSH18]



La grange, la villa ainsi que leur cour [NSSH18]



L'église et l'ancienne école [NSSH18]

Chaque année, ce nouveau petit pôle culturel attire des touristes ainsi que des habitants venus des quatre coins de la région, il se crée ainsi une vie active au sein du village qui lui a permis de lutter contre le départ des habitants et de se développer à nouveau. Aujourd'hui, on y trouve par exemple un café, des petites chambres d'hôtes, une école et un petit commerce de proximité. Les nouveaux lieux culturels permettent également aux artistes de la région de développer leur art sans pour autant devoir migrer vers les villes.

Le projet de Riom a prouvé que les régions rurales reculées ont un potentiel culturel et économique qui ne demande qu'à être développé. En exploitant celui-ci, les communes peuvent ramener une vie active en milieu rural et ainsi prospérer.

3.5 L'infrastructure et les services

Les services publics en milieu rural doivent également être sauvegardés et revalorisés là où cela est nécessaire. De nombreuses infrastructures rurales sont dégradées, vétustes ou inadaptées par rapport aux besoins actuels et nécessitent d'être remis à neuf. C'est notamment le cas de beaucoup d'écoles de villages. Lorsque des mesures sont prises, il n'est pas rare que ces infrastructures soient abandonnées pour être remplacées par celles qui sont implantées dans les zones rurbanisées à proximité. Cela ne fait que pousser plus d'individus à s'installer là-bas plutôt que dans les petits villages car les gens n'ont pas l'envie de devoir se déplacer systématiquement sur une certaine distance pour avoir accès aux services publics. Un autre problème est celui des transports publics, surtout les bus, qui ne desservent pas certaines zones rurales ou qui n'offrent qu'un bus toutes les deux trois heures vers une seule direction, par exemple. Ce manque de mobilité est d'autant plus problématique lorsqu'il est nécessaire de devoir se déplacer pour accéder aux services ainsi qu'à l'emploi. Le défi est notamment de pouvoir garantir l'accès aux écoles secondaires et aux universités aux jeunes vivant à la campagne car celles-ci se trouvent quasi tout le temps dans ou proches des villes. Nombreux d'entre eux doivent rester jusqu'à 1h30 dans les transports tous les jours pour pouvoir aller à l'école. En effet, comme les bus ne passent qu'un nombre limité de fois par jour, ceux qui roulent s'arrêtent à chaque arrêt et ils sont ainsi souvent bondés de passagers et perdent du temps. Il est donc nécessaire d'augmenter leur fréquence de passage dans les villages éloignés ainsi que d'instaurer des lignes plus directes vers les écoles et les centres urbains.

3.6 L'environnement

Au niveau de l'environnement, il faut protéger les biotopes naturels afin de préserver la faune et la flore qui y est présente. Cela doit passer par des lois environnementales visant à interdire les interventions humaines susceptibles d'influer sur le bon développement de ces zones. Par exemple, la création de voiries (routes, voies ferrées) coupant en deux le paysage naturel et présentant un danger de passage pour les espèces animales ou la construction de bâtiments venant artificialiser les sols. Par contre, il peut être bénéfique d'y installer des infrastructures ou des activités visant à promouvoir l'environnement naturel et sensibiliser le grand public à l'importance de la préservation de ces lieux. Pour cela, il faut que les autorités publiques s'unissent aux différents groupes environnementaux afin de financer ce type de projets. Sur le long terme, de telles actions ont le potentiel de développer le tourisme nature dans les zones rurales et conséquemment l'activité socio-économique et culturelle.



Le parc naturel de Bérinzenne proche de Spa, Belgique [DB20]

4 La néo-ruralité : étude de cas

Nous allons maintenant nous pencher sur deux cas de personnes ayant choisies de quitter la ville afin d'aller vivre et travailler à la campagne. Les deux cas étudiés sont différents dans la forme qu'ils prennent ainsi qu'à l'échelle à laquelle ils interviennent. L'un est celui d'un jeune couple Français ayant créé un café librairie et une ferme en Bretagne. L'autre un groupe de berlinois s'étant lancé le défi de réinvestir une cité ouvrière rurale à l'abandon et d'y développer une multitude d'activités économiques, sociales et culturelles. Pourtant la volonté qui pousse les deux projets est similaire : quitter la ville pour aller vivre et travailler en milieu rural en s'intégrant avec une structure villageoise existante et de créer des liens communautaires. Les deux cas se distinguent d'autres formes d'exode urbain que l'on croise fréquemment lorsque l'on fait des recherches sur le sujet. Par exemple, celui des individus choisissant de vivre en autarcie en quittant non seulement les villes mais également la société sous toutes ses formes. Ou bien, celui des personnes qui vivent à la campagne et y travaillent mais qui ne mettent pas en place des projets ayant comme préoccupation d'amener une plus-value communautaire à leur milieu de vie. Or, c'est cette plus-value qui rend la nouvelle ruralité si intéressante. Les projets répondent également à nombreux des enjeux de revalorisation rurale dont nous venons de parler.

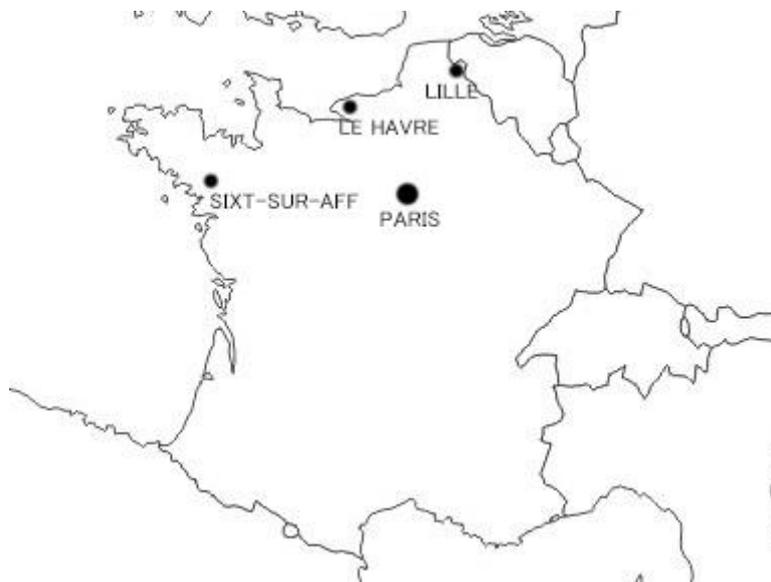
4.1 La ferme et le café librairie : Claire Desmares-Poirier

Le premier cas est celui de Claire Desmares-Poirier et de son compagnon Adrien.

Claire est l'auteurice du livre « l'exode urbain » paru en 2020 aux éditions Terre vivante. Depuis la parution de son livre, elle est devenue une figure reconnue pour la promotion de l'exode urbain. Dans son livre, elle nous présente sa vie antérieure et les raisons qui l'ont poussée à quitter son lieu de vie en ville pour aller vivre à la campagne. [infos sur le projet tirées de son livre : **DP20**]

Claire Desmares-Poirier est née au Havre en 1984 et a grandi à quelques kilomètres de la ville dans le village de Saint-Vigor-d'Ymonville qu'elle décrit comme étant un bourg « avec son lot de vergers bucoliques, ses vaches normandes qui pâturent et sa vue imprenable sur la zone industrielle en contrebas, dans la vallée de la seine, dont la plupart des habitant(es) sont salarié(es) ». [DP20] A dix-sept ans, elle commence des études de sciences politiques à Lille où elle vivra pendant plus de dix années.

A la suite de ce que l'on pourrait appeler une crise existentielle, elle décide de s'installer avec son compagnon dans le village de Sixt-sur-Aff en Bretagne sud afin d'y réaliser son projet de café librairie et de ferme biologique.



Plus que des raisons concrètes, ce qui a poussé Claire à quitter la ville est plutôt de l'ordre du ressenti. Elle évoque, en effet, avoir questionné sa place au sein de la frénésie urbaine qui était son quotidien. De ressentir un vide intérieur accompagné de fatigue, de lassitude et d'ennui.

Malgré son bon salaire et sa place au sein d'une société où ses savoirs et compétences étaient valorisés, elle ne pouvait s'empêcher de se questionner sur sa réussite réelle. Selon elle, l'idée de réussite courante, qui est d'atteindre un statut social élevé et d'être aisé financièrement, doit être revue. Il s'agirait plutôt de se focaliser sur une sorte d'épanouissement personnel et familial quel que soit la forme que celui-ci peut prendre.

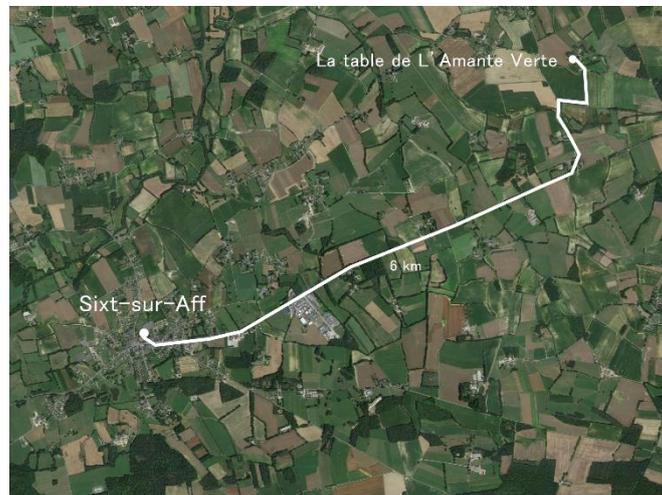
C'est ce qui l'a mené à rompre avec son quotidien de jeune citadine vivant pour un métier qui ne lui correspondait pas.

Dans sa recherche du bonheur, elle s'est alors lancé le défi de mener la vie dont elle rêvait. Une vie tournée autour d'une redécouverte de soi et d'un refus du mode de vie consumériste qu'elle avait en ville. Ayant toujours eu un grand intérêt pour l'environnement, elle souhaitait vivre de manière plus respectueuse de celui-ci et consacrer son activité professionnelle à un projet en accord avec ses principes.

Elle a alors, avec son compagnon Adrien, cherché un nouveau lieu de vie en zone rurale. Après de nombreuses recherches, le couple est tombé sur une annonce pour une ancienne ferme qui était en vente proche du village de Sixt-sur-Aff en Bretagne dans le lieu-dit « la Châtaigneraie des Landes ». La commune compte aux alentours des deux milles habitants et se situe dans une région touchée par un déclin économique et une population vieillissante. Ce contexte économique a eu comme conséquence de faire baisser le prix des terrains et de l'immobilier. Le prix demandé pour la ferme était donc très raisonnable. Cependant, plutôt que d'acheter la bâtisse et les terres à eux seuls et d'en faire une propriété privée, Claire et Adrien se sont joints à cent vingt-six associés en SCIC coopérative*.

*Le ministère Français de l'économie, des finances et de la relance définit une SCIC (société coopérative d'intérêt collectif) comme une société dont l'objet est « *la production ou la fourniture de biens et de services d'intérêt collectif qui présentent un caractère d'utilité sociale. La gestion d'une SCIC est démocratique (une personne = une voix) et le mode de fonctionnement ne privilégie pas la lucrativité. L'entreprise appartient là aussi aux salariés, mais pas seulement, et c'est là qu'est l'originalité des SCIC, puisque le capital peut être détenu également par les bénéficiaires de l'activité (les clients, les usagers, les fournisseurs) et par une troisième catégorie d'actionnaires regroupant des collectivités locales, des bénévoles, des financeurs, etc.* » [MEFR12]

Ce choix, qui a évité au couple de devoir investir l'entièreté de leurs économies, s'inscrit aussi dans leur volonté de monter un projet de partage avec la collectivité, remettant ainsi en cause le rapport traditionnel entre terre et propriété privé dans le secteur agricole.



Concrètement, le projet consiste en la création d'une ferme biologique de production de plantes aromatiques et médicinales dans laquelle se trouve un café librairie appelé l'Amante Verte ou l'on peut déguster des produits issus des autres exploitations biologiques de la région. Le projet de café librairie avait été monté par Claire, il y a quelques années de cela, dans le cadre de son master en sciences politiques sur le management et l'entrepreneuriat social. A l'époque, elle avait conçu le projet avec l'idée d'implanter celui-ci en ville. Son compagnon Adrien avait, lui, l'envie depuis plusieurs années d'être agriculteur et avait suivi un BPREA (brevet professionnel de responsable d'exploitation agricole) qui est une formation permettant aux personnes qui ne sont pas issues du secteur de s'installer en tant qu'agriculteur et d'avoir accès à des aides financières de l'état Français. Ils ont donc pu rassembler leurs deux rêves en un projet commun.

Le café librairie permet au couple d'ouvrir leur ferme au public et de partager leur amour de la nature avec les autres membres de leur communauté. Ils y organisent de nombreuses activités de groupe et les habitants des hameaux aux alentours s'y retrouvent régulièrement pour passer du temps ensemble. Depuis sa création, et de plus en plus depuis la sortie de son livre, Claire y accueille aussi des personnes venues de l'extérieur qui ont établis ou veulent établir des projets similaires au sien.



L'intérieur du café-librairie [FB]



Le jardin et le champ de plantes [FB]

Il est intéressant de noter que lorsque le couple est arrivé à Sixt-sur-Aff, les villageois les ont surnommés les « Hors venus » c'est-à-dire ceux qui ne sont pas originaires de la région. Cette appellation n'était pas utilisée dans le but de les blesser mais plutôt pour les taquiner et les défier afin d'en savoir plus sur leurs intentions. Il y avait donc beaucoup de curiosité de la part des habitants. En effet, il n'est pas rare que les individus, vivant depuis longtemps à la campagne, se méfient des nouveaux arrivants, en particulier ceux venant de la ville et plus encore, ceux qui y implantent leur résidence secondaire. La raison est que, bien souvent, ceux-ci s'installent à la campagne avec des idées préconçues de ce que la vie va y être. Cela peut les amener à considérer la vie rurale comme une expérience de loisir et non comme un mode de vie réel. Ainsi, ces personnes sont à la recherche d'un cadre de vie, d'un paysage. Elles sont observatrices de la culture rurale mais n'y participent pas elles-mêmes, elles consomment le territoire sans y apporter quelque chose en retour, elles contribuent involontairement à sa destruction.

Le moins qu'on puisse dire est que Claire et Adrien, au travers de leur projet, ont prouvé leurs bonnes intentions à la population qui les accueillait. Leur manière de vivre la ruralité en contribuant pleinement à son activité économique et culturel est sans aucun doute un exemple à suivre pour celui ou celle qui, comme eux, aurait l'envie de quitter la ville pour s'installer à la campagne. Avec le nouvel intérêt pour l'exode urbain, qui a surgit à la suite de la pandémie du Corona virus, Claire est devenue l'une des figures majeures du mouvement en France et a participé à de nombreuses interviews et reportages sur le sujet. Depuis la création de son projet, elle s'est lancée dans la politique afin d'élargir son champ d'action et est en tête de liste pour les élections régionales 2021 chez le parti « Bretagne d'avenir ».

4.2 Hof Prädikow, lieu de vie et de travail communautaire



La cour centrale de Hof Prädikow [OH20]

Le projet de communauté rurale de Hof Prädikow est implanté dans le petit village de Prädikow comptant environ 250 habitants et situé en bordure du parc naturel de Märkische Schweiz à une cinquantaine de kilomètres du centre de Berlin en Allemagne.



Le projet se veut comme un modèle pour la revalorisation des campagnes oubliées et vise à développer un concept de communauté solidaire, intergénérationnel regroupant des logements, des espaces collectifs et des espaces dédiés à des occupations professionnelles de tout type. L'ensemble se situe au centre du village de Prädikow dans un ancien complexe dégradé et partiellement en ruine constitué d'une variété d'étables, de granges, d'ateliers,

d'une distillerie et de deux anciennes demeures. La quinzaine de bâtiments historiques classés sont implantés autour d'une très grande cour. L'objectif est de rénover ceux-ci au fur et à mesure que le projet grandit en respectant leur valeur historique tout en les faisant répondre aux standards de qualité de vie d'aujourd'hui. Il y a également 6 hectares de terrain à côté du complexe qui permet aux habitants d'avoir leur propre exploitation agricole. **[HP21]**



Implantation du complexe dans le village



Vue aérienne de Hof Prädikow

[Source de vues aériennes : Google Maps]

Hof Prädikow a une histoire riche. Le Manoir à l'origine du lieu a été construit durant le 14^{ème} siècle puis a été reconstruit en partie et rénové au fil du temps. Entre le 17^{ème} et le milieu du 20^{ème} il est la propriété de comtes et barons. A la suite du remembrement au début des années 1950, la propriété du domaine fut transférée à la RDA (république démocratique allemande). Le remembrement avait pour but de rassembler les parcelles de terres agricoles

qui avaient été morcelées à la suite de générations de redistribution égalitaire des terres héritées. [OH20]

La RDA y fonda « l'entreprise du peuple » qui devint le centre socio-économique du village et le plus grand employeur de la région. On y retrouvait une activité économique varié : une production agricole, un élevage (vaches, cochons et chevaux), une distillerie et brasserie ainsi qu'une variété d'artisans (charpentier, forgeron, couvreurs, briquetiers, boulangers). De nombreux travailleurs vivaient sur place avec leur famille et partageaient des espaces collectifs (cantine, lavoir, lieu de spectacle et de fête). Le complexe fonctionnait sur un modèle proche de l'économie circulaire. En effet, les restes de la distillerie et brasserie étaient nourris aux bêtes, la cantine préparait des repas avec la nourriture issue de leur production agricole et leur élevage. Les artisans réparaient les bâtiments, les machines et les objets et recyclaient les matériaux lorsque cela était possible. La dureté de la vie sous l'emprise soviétique forçait les gens à gaspiller le moins possible. [OH20]

La réunification Allemande de 1990 mit fin à « l'entreprise du peuple » et pendant les prochaines trente années, le complexe fut fermé aux habitants de Prädikow.



Un mariage à l'entreprise du peuple, fin des années 1950 [OH20]

En 2016, Hof Prädikow fut acheté par la fondation Trias qui est une fondation à but non lucratif fondée en 2002 qui soutient des projets abordant des questions liées au développement durable, au patrimoine et à la création de modèles de vie alternatifs.

Le projet est également subventionné par d'autres acteurs tels que des organisations de développement régional, le gouvernement provincial, le gouvernement fédéral (ministère de l'agriculture) ainsi que des investisseurs privés comme par exemple les habitants ou futurs

habitants de la communauté, des membres de leurs familles ou même des amis. De nombreux évènements sont également organisés et permettent aussi de collecter de l'argent.

De plus, la fondation Trias a accordé les droits de construction du site à la coopérative SelbstBau (auto construction) pour une durée de 99 ans. Cette coopérative a été fondée en 1990 et son objectif est de construire des projets basés sur les principes de solidarité et d'inclusion. Par exemple, des habitats multigénérationnels, des habitats groupés, des espaces de travail partagés, etc. La coopérative gère actuellement 26 projets de ce type en Allemagne. **[HP21]**

Hof Prädikow est aujourd'hui habité par une quarantaine de Berlinois ayant quitté la ville pour des raisons diverses. Le projet, qui ne se veut pas dogmatique, repose cependant sur une poignée de valeurs unissant les individus. Celles-ci sont : l'écologie, le travail collectif, le partage, la bienveillance, la communication et la diversité de population et d'activités.

Le groupe est composé d'individus au profils variés. Les logements sont destinés à des personnes célibataires, des couples, des familles ainsi que des personnes âgées. En tout, c'est une cinquantaine d'appartements modernes et écologiques qui seront créés. Ces logements seront mis à disposition des nouveaux arrivants pour un loyer très modeste. L'idée est que celui-ci ne corresponde qu'à la valeur réelle de l'investissement encouru. Par ailleurs, aucun bien ne pourra être acquis et appartiendra à l'ensemble des membres de la coopérative. Ainsi, les logements et espaces collectifs resteront protégés en permanence de la spéculation immobilière. Chaque nouvelle personne venant habiter à Hof Prädikow recevra également un droit de séjour à vie et ne pourra donc pas être exproprié comme cela pourrait arriver autre part. De cette manière, le projet est donc protégé de tout type de gentrification possible.

[HP21]

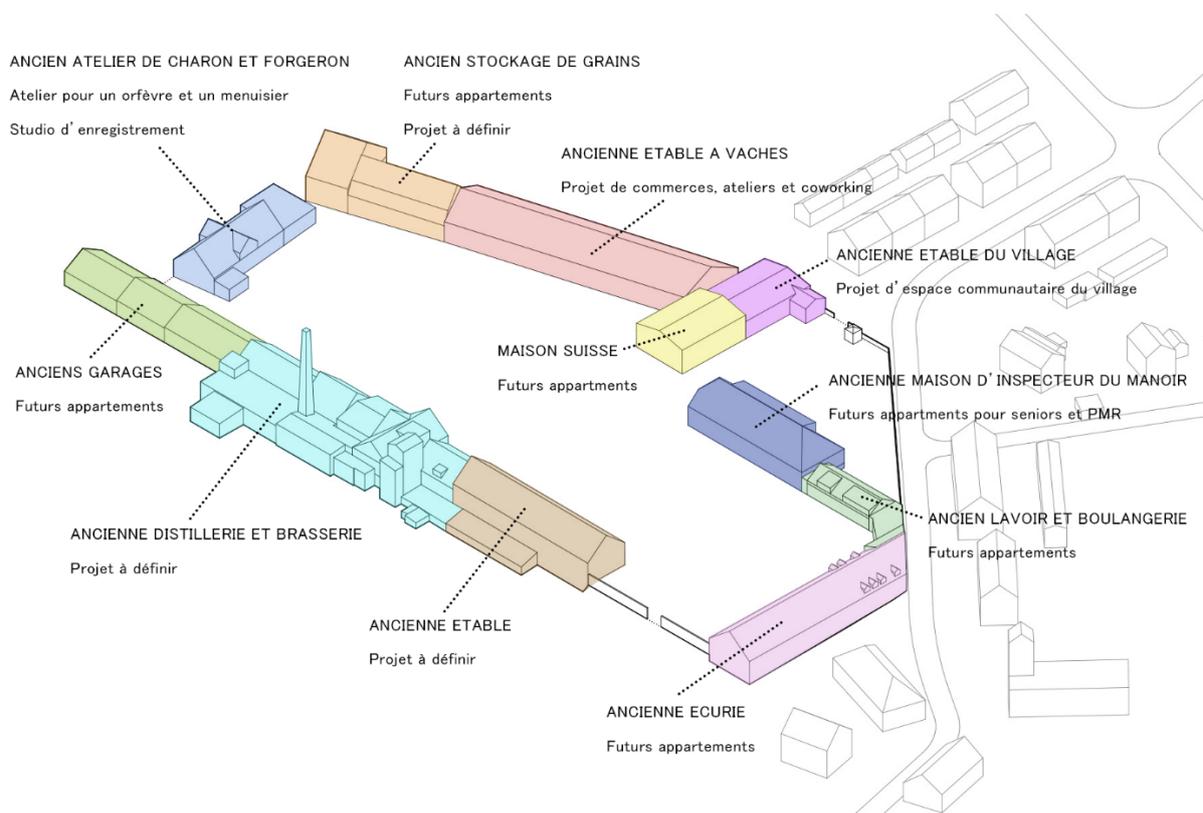
Sur la quarantaine d'individus étant déjà installé à Hof Prädikow, dix-huit sont des enfants entre un et douze ans. La moyenne d'âge y est de 30 ans ce qui est assez jeune pour la région. La ferme offre de nombreuses opportunités de participation active pour chaque classe d'âge.

L'intégration des personnes âgées dans la vie collective est très importante pour le groupe. Le projet a pour volonté de créer des appartements servant de modèle de vie pour les seniors. Ceux-ci seront construits dans l'ancienne maison du gardien du manoir et permettront notamment aux personnes à mobilité réduite d'y vivre sans encombre. Cette partie des logements sera d'ailleurs subventionné par le ministère fédéral des affaires familiales, des

seniors, des femmes et des jeunes (BMFSFJ). Si l'une des conditions pour pouvoir vivre à Hof Prädikow est que chaque individu se doit de participer activement dans la reconstruction et le développement du lieu, il est important de noter que les habitants sont également prêts à accueillir des personnes trop âgées pour pouvoir travailler et contribuer activement au projet. Il y a donc une volonté de la part des habitants d'être solidaire et d'aider ceux dans le besoin.

La valeur de diversité on la retrouve également dans les activités professionnelles que les habitants ont mis en place, ou veulent mettre en place à l'avenir. Leur volonté est de créer un lieu où le travail moderne rencontre le travail rural et où la limite entre les deux peut être brouillée. C'est par la confrontation entre ces deux façons, parfois contradictoires, de travailler que les habitants veulent créer des activités nouvelles. La culture du travail y va également de pair avec une proximité avec la nature que le travail en ville ne pouvait leur offrir de façon satisfaisante.

Les activités envisagées dans le futur proche sont par exemple, un atelier d'orfèvre, une menuiserie avec un espace de travail manuel ouvert à tous, une salle de musique, un espace dédié à des séminaires ou des séances de thérapies diverses, une cuisine collective, une maison d'hôtes, des commerces de proximité ainsi que des espaces de coworking adaptés au travail numérique en distanciel.



Axonométrie du projet pour Hof Prädikow [source du fond de plan : HPA18]

Il est important pour les fondateurs du projet de pouvoir garder un contact numérique avec la ville car, selon eux, le travail en distanciel va continuer de prendre de l'ampleur même après la fin de la crise de la covid 19. Ils veulent également éviter de se couper entièrement avec la ville et le reste du monde car ils pensent que l'autarcie totale peut avoir des conséquences néfastes sur les individus et leur communauté. Ils ne veulent en aucun cas ressembler à une gated community. Nombreux d'entre eux ont d'ailleurs encore de la famille ou des amis qui continuent de vivre en ville. La communication numérique est donc, selon eux, un outil essentiel pour l'exode urbain. [HP21]

Avec cette grande diversité de population et la large gamme d'activités économiques disponible, l'idée est donc de créer une sorte de quartier vivant où les individus vivent, travaillent et collaborent ensemble pour réaliser des projets de toute sorte. Cette nouvelle façon de vivre n'est finalement pas si nouvelle que ça lorsqu'on se rappelle le passé du lieu.

Une des préoccupations des porteurs du projet était de s'intégrer avec la population existante et d'éviter de se retrancher dans une communauté fermée. C'est pourquoi les nouveaux arrivants ont créé ce qu'ils appellent le « salon du village » qui a pour but de faire intervenir les habitants du village lors de réunions de planification collective. Ainsi, ils font en sorte d'impliquer l'ensemble des personnes pouvant être impactées par les changements divers que le projet implique. Ils organisent également des événements ouverts à tous et ont créé trois festivals de village qui permettent de rapprocher les individus au travers du partage de bons souvenirs. Enfin, les nouveaux arrivants collaborent avec le « Prötzeler kurier » qui est la presse de la commune de Prötzel afin d'informer les habitants de l'avancement du projet et d'éviter toute rumeur potentielle en étant transparent. [HP21]

Ces moyens mis en œuvre ne sont pourtant qu'un point de départ pour les auteurs du projet. Leur ambition est de sceller le lien entre anciens et nouveaux habitants par la création d'un espace communautaire de village combinant les besoins des deux groupes. Leur idée est de transformer l'ancienne étable du village qui, grâce à son implantation, permet de créer un lieu charnière entre la rue principale de Prädikow et le complexe. Le programme comblera plusieurs activités au sein d'un seul bâtiment. Une salle polyvalente d'environ 100 m² qui servira de lieu de spectacle, de séminaire, de petites fêtes, et de petit marché intérieur. Un espace de 20 m² dédié à la couture et à d'autres activités créatives. Un petit restaurant ainsi qu'un café de 60 m². Un petit salon de 18 m², propice à la discussion et jeux de société. Un espace de coworking de 50 m², qui sera mis à disposition gratuitement. [OH20] [HP21]

Tout comme dans le cas de Claire Desmares-Poirier, la population locale c'est d'abord méfié de ces nouveaux arrivants et leurs projets ambitieux pour le village. Mais heureusement, le temps a mis fin à leurs craintes et la population d'origine vit aujourd'hui en harmonie avec les habitants de Hof Prädikow. L'avenir du projet est, en tout cas, très prometteur.

5 Conclusion générale

Il ne s'agit bien-évidemment pas, en guise de conclusion, de décider si l'exode urbain est un phénomène à encourager ou non. Ni de prouver que le milieu rural est meilleur que le milieu urbain ou inversement. La réalité est que cela reste une question de point de vue et il appartient donc à chaque individu de se questionner sur la manière dont il veut vivre et dès lors de choisir le milieu qui lui semble le plus adapté à son épanouissement.

L'objectif était donc plutôt d'essayer d'apporter un regard différent sur ces territoires et d'informer le lecteur sur les problématiques diverses liées à ces milieux et d'ainsi pouvoir identifier des enjeux futurs qui leurs sont spécifiques. Nous avons pour cela étudié les difficultés principales liées aux villes et certaines des manières d'y remédier. Nous avons également parlé de la façon dont le milieu rural est trop souvent consommé par la population venant s'y installer et conséquemment, des manières dont celui-ci doit être développé en accord avec sa juste valeur. Mais qu'en est-t-il de l'exode urbain dans tout cela ?

La réalité est que l'exode urbain peut être une bonne chose pour un village, comme elle peut mener à la destruction de la structure et des spécificités qui lui sont propres. Ce qui semble clair, c'est que cet exode, contrairement à son appellation dramatique, doit rester un phénomène se déroulant à petite échelle. On peut d'ailleurs dire la même chose de tous types de migrations. En effet, comme nous avons pu le voir avec l'exode rural, l'Histoire nous montre que l'impact des grands mouvement migratoires est rarement bénéfique que ce soit pour les individus ou pour les zones d'émigration et d'immigration. Ainsi, on ne pourrait imaginer que des grandes portions de la populations urbaine décident, du jour au lendemain, de s'installer en milieu rural. Le résultat serait destructeur tant pour les villes que pour les campagnes.

Notons aussi que l'exode urbain, s'il peut être source d'épanouissement personnel, n'est pas une solution aux problématiques auxquelles font face les villes. Il s'agit plutôt d'une

échappatoire pour les individus capables de faire ce pas. Pour ceux qui restent, que ce soit par envie ou par contrainte, il est temps que les villes se réinventent et opèrent des mutations en vue d'améliorer les conditions de vie pour tous leurs habitants. Leur densité leur permettent d'être des terrains d'action capables d'avoir un impact positif majeur sur les problématiques économiques, sociales et planétaires.

On peut néanmoins espérer que pour les personnes qui décident de faire le pas et de quitter leur mode de vie urbain, les projets, comme ceux que l'on vient d'analyser, serviront de guide et d'exemple à suivre. Que la réussite de ces nouveaux modèles alternatifs de vie rurale encourage des acteurs public et privés à mettre en place de projets similaires et que la campagne cesse ainsi d'être vue comme un terrain de détente et de loisir. Qu'elle exploite pleinement son potentiel en se servant de la richesse de son patrimoine historique, culturel, social et environnemental pour se développer sainement.

En stimulant ces pôles, ainsi que leur économie, les villages pourront alors se défaire de la dépendance souvent nocive qu'elles ont à la ville et devenir plus autonomes. La relation entre les centres urbains et la campagne deviendra alors plus équilibrée.

Bibliographie

[**AEE16**] - Agence Européenne pour l'environnement. « Répartition par secteur des émissions de GES de l'Union européenne en 2016 ». AEE, 2016.

[**AM08**] - Augé, Marc. « Non-places, an introduction to supermodernity ». Verso, 2008.

[**AT68**] - Annan, Thomas. « old vennel of high street ». Photographie, Glasgow, 1868.

[**BC19**] -Benoît Coquart. « Ceux qui restent – Faire sa vie dans les campagnes en déclin ». La découverte, collection l'envers des faits, 2019.

[**BESM97**] - Blakely, Edward, Snyder, Mary Gail. « Fortress America : Gated Communities in the United States ». Brookings Institution, 1997.

[**BG19**] - Build green. « Le béton, le matériau le plus destructeur sur terre ». Build green, 2019. <https://www.build-green.fr/le-beton-le-materiau-le-plus-destructeur-sur-terre/> , consulté le 9 août 2021.

[**BP01**] - Bourdelais, Patrice. « Les Hygiénistes : enjeux, modèles, pratiques ». Editions Belin, 2001.

[**BS13**] - Beaud, Stéphane. « Banlieue ». Dans : Mesure, Sylvie, Savidan, Patrick. « Le dictionnaire des sciences humaines » PUF, 2013, pages 72 – 75.

[**CA11**] - Clerval, Anne. « L'occupation populaire de la rue : un frein à la gentrification ? L'exemple de Paris intra-muros » Espaces et sociétés, n° 144-145, page 55-71, 2011.

[**CE18**] - Curien, Emeline. « Gion A. Caminada : s'approcher au plus près des choses ». Actes Sud, 2018.

[**CG06**] - Capron, Guénola. « Quand la ville se ferme : quartiers résidentiels fermés ». Bréal, 2006.

[**CITEPA**] - CITEPA. « Rapport Secten édition 2016 : Emissions des gaz à effet de serre et des polluants atmosphériques en France. Résidentiel, Tertiaire, Commercial, Institutionnel ». CITEPA, 2016. https://www.citepa.org/wp-content/uploads/2.3-Residentiel-Tertiaire_2020.pdf , consulté le 2 juillet 2021.

[**CM94**] - Capoulliez, Marcel. « le Coron ». Le Grand-Hornu en cartes postales anciennes, collection Marcel Capoulliez, 1994.

[CS21] - Confédération suisse. « From throwaway society to circular economy ». Office fédéral de l'environnement, 2019.
<https://www.bafu.admin.ch/bafu/en/home/suche.html#circular%20economy> , consulté le 7 juillet 2021.

[CX19] - Claes, Xavier. « Intégrer l'agriculture urbaine ». Guide Bâtiment Durable .Brussels, 2019 <https://www.guidebatimentdurable.brussels/fr/serres.html?IDC=10675> , consulté le 22 juillet.

[DBB04] - Donzelot, Jaques, Béhar, Daniel, Bidou-Zachariasen, Catherine. « La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification ». Esprit, 2004

[DB20] - Domaine de Bérinzène. « Tour panoramique en mélèze ». Site officiel, Photographie, 2020. <http://www.berinzenne.be/tour-panoramique/> , consulté le 11 août 2021.

[DE98] - Durkheim, Emile « Représentations individuelles et représentations collectives ». Revue de Métaphysique, volume 6, pages 274-302, 1898.

[DM10] - De Moncan, Patrice. « Paris – avant après ». Le mécène, 2010.

[DSJ16] - Dos Santos, Jessica « L'utopie en héritage – Le Familistère de Guise (1888-1968) ». Presses Universitaires François-Rabelais, 2016.

[DSNN21] - Durnez, Sibrine, Nelles, Norbert. « Atelier ruralité 20/21 – q2 – moulin du ruy ». Université de Liège, Faculté d'architecture, syllabus de l'atelier de projet d'architecture master, 2021.

[DP20] - Desmares-Poirrier, Claire. « L'exode Urbain, Manifeste pour une ruralité positive ». Terre vivante, collection champ d'action, 2020.

[ENBL20] - Enabel. « Global challenge - Urbanisation ». 2020
https://www.enabel.be/sites/default/files/note_urbanisation_en_web.pdf , consulté le 13 juillet 2021.

[FB] - Photographies issues de la page Facebook officielle de L'Amante Verte.
<https://www.facebook.com/table.amanteverte> , consultée le 10 février 2021.

[FC20] - Fourier, Charles. « L'avenir – perspective d'un phalanstère ou palais sociétaire dédié à l'humanité » Illustration, années 1820, date exacte inconnue.

[FG21] - Le familistère.com. « Photographie aérienne du Familistère de Guise ». 2021.
<https://www.familistere.com/fr> , consulté le 9 août 2021.

[FJP95] - Frey, Jean-Pierre « Le rôle social du patronat - Du paternalisme à l'urbanisme ». L'Harmattan, collection habitat et société, 1995.

[GA06] - Garosco, Anthony. « Représentations sociales de l'insécurité en milieu urbain ». Presse universitaire de Liège, les cahiers internationaux de psychologie sociale, n°69, pages 33-46, 2006.

[GG19] - Greengage. « St James's Square » photographie, 2019. <https://www.greengage-env.com/case-studies/st-james-square/> , consulté le 9 juillet 2021.

[GIEC14] - GIEC. « Changements climatiques 2014 : Rapport de synthèse. Contribution des Groupes de travail I, II et III au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [Sous la direction de l'équipe de rédaction principale, R.K. Pachauri et L.A. Meyer] ». GIEC, 2014.

[HBJ16] - Hendrik-Baker, Jan, Van Roekel, Annemieke. « De natuur moet de stad weer in ». Kennislink, 2016. <https://www.nemokennislink.nl/publicaties/de-natuur-moet-de-stad-weer-in/> , consulté le 14 juillet 2021.

[HPA18] - Hütten & Paläste Architects. « Hof Prädikow, Brandenburg, 2018- ». 2018. <https://www.huettenundpalaeste.de/work/hof-praedikow-brandenburg/> , consulté le 10 juillet 2021.

[HP21] - Mietergenossenschaft SelbstBau e.G., Trias – gemeinnützige Stiftung für Boden, Ökologie & Wohnen, Hof Prädikow e.V. « Ein Wohn- und arbeitsprojekt ». Brochure de présentation du projet, 2021. Traduit avec DeepL.com.

[IS21] - Institut Sapiens. « Quel avenir pour le télétravail ? Pérenniser et sécuriser une pratique d'avenir ». 2021. <https://www.institutsapiens.fr/wp-content/uploads/2021/03/Quel-avenir-pour-le-te%CC%81le%CC%81travail.pdf> , consulté le 28 juillet 2021.

[IU14] - Ifansasti, Ulet. « déforestation in indonesia in 2014 ». Getty Images, 2014.

[LBM20] - La Banque Mondiale, données. « Population urbaine (% du total) ». 2020 <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.URB.TOTL.IN.ZS> , consulté le 4 juillet 2021.

[LBM20A] - La Banque Mondiale, données. « Croissance de la population urbaine (% annuel) » <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.URB.GROW> , consulté le 4 juillet 2021.

[LL21] - Dictionnaire Le Larousse en ligne. « Définition de migration ». 2021 <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/migration/51399> , consulté le 7 mars 2021.

[LM17] - LaMeuse. « Liège : les grues à l'assaut de la maison rigo ». Article de presse, 2017.

[LRWC06] - Le Goix, Renaud, Webster, Chris. « Gated communities, sustainable cities and a tragedy of the urban commons » UCLA, Department of Urban Planning, Critical planning, n° 13, pages 41-64, 2006.

[LR21] - Dictionnaire Le Robert en ligne. « Définition de l'urbanisation ». 2021 <https://dictionnaire.lerobert.com/definition/urbanisation> , consulté le 4 juillet 2021.

[LS01] - Low, Setha. « The edge and the center : gated communities and the discourse of urban fear ». Dans « American Anthropologist ». Wiley, volume 103, pages 45-58, 2001.

[LV02] - Lévy-Vroelant, Claire. « Mobilités et espaces de l'habiter des classes populaires urbaines de la fin du XIXe siècle aux années 1950 ». Espaces et sociétés, n° 108, 2002.

[MD18] - Marchais, Dominique. « Nul homme n'est une île ». Météore films, 2018.

[MEFR12] - Ministère de l'économie, des finances et de la relance. « Les SCOP, les SCIC, c'est quoi ? ». Site officiel, 2012. <https://www.economie.gouv.fr/ess/scop-scic-cest-quoi> , consulté le 4 juillet 2021.

[MG15] - Giroud, Mathieu. « Mixité, contrôle social et gentrification ». La Vie des idées, 2015.

[MP13] - Porcu, Manuela. « Gated communities et le contrôle de l'espace urbain, un état des lieux ». Médecine et hygiène, volume n°37, pages 229-247, 2013.

[MRF18] - Mensuel de l'association des maires ruraux de France. « L'emploi : la face cachée du dynamisme des campagnes », 36000 Communes, n°360, novembre 2018.

[MTT00] - Archives départementales des Hauts-de-Seine. « La grille d'entrée du parc de Montretout ». Carte postale, photographe inconnu, 1900. <https://opendata.hauts-de-seine.fr/explore/dataset/cartes-postales/images/?refine.commune=Saint-Cloud&refine.themes=Parc+et+jardin%3EParc+de+Saint-Cloud&q=montretout> , consulté le 17 juillet 2021.

[MYISIS] – Studio Myisis. « Nouveau quartier des guillemins ». Image de synthèse 3D, 2017. <https://www.miysis.be/portfolio> , consulté le 7 octobre 2020.

[NSSH18] - Németh, Sabrina. «Ein einzigartiger Wakkerpreis im Kulturerbejahr 2018 ». Schweizer Heimatschutz, Trimestriel, Mars 2018.

[OH20] - Open Heritage. « Hof Prädikow Community – Buildin up local and regional networks ». Taskforce Webinar, juin 20. Traduit avec DeepL.com.

[PGC20] - Providence, a gated golf club community. « Photographie aérienne de l'entrée ». 2020. <https://www.providenceflorida.com/the-brand-new-providence-wellness-center-is-now-open-for-residents/> , consulté le 26 juillet 2021.

[PRD02] - Région de Bruxelles-Capitale. « Le PRD, le projet de ville ». Plan régional de développement, 2002.

[PWDR20] - Wallonie agriculture SPW. « Programme wallon de développement rural 2014-2020 ». <https://agriculture.wallonie.be/programme-wallon-de-developpement-rural-2014-2020/> , consulté le 14 juillet 2021.

[RA17] - Rouelle, André. « Connaissance de l'architecture contemporaine : xx siècle – partie 1 ». Presses Universitaires de Liège, 2016-2017.

[RSNC21] - Resonances. « Combien y a-t-il d'hectares cultivés par habitants ? » Resonances, 2019. <http://blogresonances.fr/combien-y-a-t-il-dhectares-cultives-par-habitant/> , consulté le 9 juillet 2021.

[SB21] – Statbel, la Belgique en chiffres « secteurs statistiques ». Stabel, 2021. <https://statbel.fgov.be/fr/propos-de-statbel/methodologie/classifications/secteurs-statistiques> , consulté le 8 juillet 2021.

[SF17] - Schreuer, François. « Aux Guillemins, les nouveaux logements seront pour les riches ». Compte-rendu du conseil communal de Liège, 2017.

[SJ14] - Spielvogel, Jackson J. «Chapter 20 : The industrial revolution and its impact on European society ». Dans « AP – European History». Cengage Learning, chapitre 20, pages 582-608, 2014.

[SN96] - Smith, Neil. « The New Urban Frontier : Gentrification and the Revanchist City ». Routledge, 1996.

[SR17] - ACCR – Europe. « Saline Royale d’Arc-et-Senans » Photographie aérienne, 2017 <https://www.accr-europe.org/fr/le-reseau/membres/france/saline-royale-darc-et-senans> , consulté le 2 août 2021.

[STTA21] - Statista. « Consommation prévisionnelle d'énergie mondiale entre 1990 et 2035, par source (en millions de tonnes métriques d'équivalent pétrole) ». Statista, 2021. <https://fr.statista.com/statistiques/559585/consommation-d-energie-mondiale-par-source-de-1990-a-2035/> , consulté le 2 juillet 2021.

[TG12] - Turner, Graham M. « On the Cusp of Global Collapse ? Updated Comparison of The Limits to Growth with Historical Data » Oekom verlag, 2012.

[TP21] - Thouverez, Pierre. « Le taux de retour énergétique, une mesure de l'efficacité sociétale des sources d'énergie » Techniques de l'ingénieur, 2016. <https://www.techniques-ingenieur.fr/actualite/articles/chronique-retour-energetique-39038/> , consulté le 5 juillet 2021.

[UNEP10] - UNEP. « Le jardin, un bien social à partager, les français font le choix du vert – Résultats de l'enquête Unep-Ipsos 2010 ». UNEP, 2010.
<https://www.lesentreprisesdupaysage.fr/content/uploads/2019/12/dp-unep-2010-enquete-bien-social-bd.pdf> , consulté le 9 juillet 2021.

[VCA16] - Vincent Callebout architectures. « Tour et Taxis, Energy-Plus Masterplan, Metamorphosis of the gare maritime and construction of 3 vertical forests, Bruxelles, Belgium » Paris, 2016.

[VGH21] - Van Gossum, Hans. « De toekomst is aan natuur in de stad ». Arcadis, 2021.

[VKM13] - Van Criekingen, Mathieu. « La gentrification mise en politiques. De la revitalisation urbaine à Bruxelles ». Métropoles, 2013.

[VVJ19] - Van Vliet, Jasper. « Direct and indirect loss of natural area from urban expansion ». Nature sustainability, 2019.

[WA17] - Watterman, Alan. « L'exode rural et l'agriculture paysanne – enquête exploratoire pour le canton de Jipijapa, Equateur ». Mémoire de master en Sciences de la population et du développement, Faculté des science sociales, université de Liège, 2016-2017.

[WP21] - Wikipédia. « Surface agricole utilisée ». Mis à jour juillet 2021,
https://fr.wikipedia.org/wiki/Surface_agricole_utilis%C3%A9e , consulté le 16 juillet.

[YMW19] - Youmatter.world. « Urbanisation : définition, évolution du phénomène, causes et conséquences ». 2019. <https://youmatter.world/fr/definition/urbanisation-definition-causes-consequences/> , consulté le 2 juillet 2021.

[YT] - Image tiré d'une vidéo Youtube sans droit d'auteur
https://www.youtube.com/watch?v=b7GHOXOi9ww&ab_channel=ArminMeier , consultée le 10 août 2021.